



AZF

Un an après la catastrophe de Toulouse, un point sur l'état d'esprit des salariés

La douleur et le renoncement

ÉDITORIAL

INTERDICTION des raves non déclarées à l'Autorité, des rassemblements dans les cages d'escaliers, amende de 7 500 euros, voire une peine de prison pour ceux qui collectionnent plus de dix contraventions dans les transports en commun sur une période de douze mois, renforcements incessants du plan Vigipirate, une nouvelle politique de construction pénitentiaire dont la mise en place de centres éducatifs « pédagogiquement » fermés, des militants sous les barreaux comme cet été Ahmed lors du camp No Border à Strasbourg ou José Bové, chasse aux prostituées, arrêtés contre la mendicité, interdiction des squats, du nomadisme, fermeture du centre de Sangate, accords de police entre la France et le Royaume-Uni, la France et la Roumanie, extradition de militants vers l'Italie berlusconienne, lutte contre l'école buissonnière avec la suppression des allocations familiales et peut-être bientôt une amende pour bien se faire comprendre... et toutes ces mesures mises en place ou en débat que nous oublions. Mais jusqu'où iront-ils? Qu'est-ce qui pourra bien arrêter cette logique apparue aux yeux de tous après le 11 septembre 2001. La loi sur la sécurité quotidienne votée par la gauche a ouvert le bal. Quand est-ce que Sarkozy fermera le bal?

Faut-il attendre les bavures? Elles sont déjà présentes et justifiées: rappelons-nous, si nécessaire, les événements cet été de Dammarie-les-Lys et de « ses petits terroristes de banlieue ». Nous sommes face à une logique qu'il va bien être difficile d'infléchir. Ces lois liberticides, qui ne sont en rien sécuritaires, veulent museler les mouvements sociaux et les plus pauvres. Hier, nous avions peur d'être au chômage, aujourd'hui nous sommes des criminels. Nos gouvernants accentuent de jour en jour un système qui génère toujours plus d'exclusions et laisse le bras répressif de l'État s'occuper des dégâts collatéraux. Tel le docteur Knock qui trouve une maladie à tous ses patients, sauf à sa secrétaire qui lui est encore utile, docteur Raffarin marche d'un bon train. La tentation fasciste est là. Nous n'attendrons pas le scalpel de Le Pen pour prendre nos responsabilités.

« La semaine qui vient de s'écouler a été riche en enseignements dans la mesure où, pour la première fois, elle nous a permis de constater dans notre propre pays quelles forces effroyables se déchainent lorsque, dans une société moderne, tous les moyens d'information sont mis en même temps au service d'une seule et unique fin: organiser le chagrin, construire un mythe. »

Stig Dagerman, *la Dictature du chagrin*, éditions Agone

LES RÉACTIONS des ouvriers d'AZF constituent-elles un cas d'école? Un copain syndicaliste m'avait dit, quelques jours après la catastrophe de Toulouse: « Tu vas voir, les ouvriers d'AZF vont se replier sur eux-mêmes, ils vont retrouver un esprit de corps. » Je n'y avais pas trop cru, parce que j'en connaissais plus d'un et qu'ils étaient assez revendicatifs. J'en entendais plein qui disaient en avoir marre du boulot, des conditions de travail qui se dégradent, du stress, du travail posté, de la hiérarchie, du temps perdu à l'usine, que sais-je encore? Tout ce que l'on vit au quotidien dans une usine et qui alimente les

discussions dans les vestiaires et les réfectoires. Et ce, à Toulouse comme partout ailleurs dans la chimie, voire dans toutes les usines, sur tous les lieux de travail. Alors, ce 21 septembre 2001, tout cet état d'esprit aurait été soufflé, en même temps que les ateliers, par l'explosion? Tous seraient rentrés dans l'ordre?

Il est évident qu'on ne sort pas indemne, physiquement et mentalement, d'une telle catastrophe qui constitue la pire de toutes les catastrophes industrielles récentes survenues en France. Il y a le choc physique, il y a les blessures, il y a les morts à côté de soi, ceux qu'on a retrouvés, ceux qui étaient vivants et qu'on a secourus. Les meurtrissures sont terribles. Elles sont également morales, comme si on sortait du néant, mais aussi avec ce sentiment de culpabilité qu'on éprouve après chaque accident: pourquoi le copain est-il mort et pas moi? Il y a ceux qui ont dû rester dans les ateliers pour les sécuriser. La tension a dû être énorme, quand on sait que l'atelier d'à côté est volatilisé, qu'une bonne partie de l'usine est détruite et qu'il faut quand même faire les manœuvres pour que la catastrophe ne s'étende pas davantage.

Courir dans les escaliers métalliques, fermer des vannes immenses, s'écriter devant du matériel électronique qui ne répond pas toujours correctement. Avoir l'angoisse, la peur coincée au ventre, les pleurs et l'envie de crier. L'envie de se sauver. Se retrouver coincé dans la poussière, sous les poutrelles, sous les gravats, ne plus rien entendre à cause de l'explosion, et s'en sortir quand même. Recouvert de sang, se sentir sale, et se dire que ce n'était pas pour aujourd'hui...

La première réaction, juste après la catastrophe, c'est vouloir quitter cet enfer. Ne plus mettre les pieds dans cette usine synonyme de mort, où il ne reste quasiment que des ruines et une atmosphère lourde, chargée de poussières et de produits chimiques.

Hors de l'usine, c'est pareil: des voitures détruites, des vitres brisées, des ruines, des blessés et des morts, aussi. Se rendre compte que c'est l'usine dans laquelle on travaillait qui est responsable de ça, et voir dans les regards des autres comme des accusations. Enfin, chez soi, pour peu qu'on habite dans le périmètre touché, le même spectacle. Le retour à l'usine, plus tard, après

Suite en page 4

La barbarie civilisée

MAINTENIR, depuis plus de dix ans déjà, un embargo mortifère contre l'Irak aux dépens de la population civile ne suffit apparemment pas aux leaders de l'empire du Bien. Plusieurs centaines de milliers d'êtres humains, principalement des enfants, des vieillards et des femmes isolées, sont passés de vie à trépas, par dénutrition ou manque de soins médicaux, dans l'indifférence générale de la « communauté internationale ». Néanmoins, non contents, semble-t-il, de ce génocide rampant à ciel ouvert, les gouvernants étatsuniens, secondés par leurs séides britanniques, ordonnent, quand bon leur semble des « frappes », qui ont déjà tué plus de 1 500 personnes depuis la fin de la guerre du Golfe. Et tout cela, bien entendu, sans déclaration de guerre préalable. Motif invoqué? L'État irakien aurait le

culot de vouloir reconstituer son système de défense. Or, seuls, comme chacun sait, les États en « guerre contre le terrorisme international » sont en droit de s'armer et même de se surarmer. Aussi les contrevenants doivent-ils être traités en criminels. Une criminalisation qui a valu au régime de Saddam Hussein d'être rangé dans l'infamante catégorie des « États voyous ». Comme si les fondés de pouvoir des magnats du pétrole pressés de mettre la main sur de nouveaux gisements, en dignes héritiers des « barons voleurs » yankees du XIX^e siècle, ne faisaient pas eux-mêmes partie de la voyoucratie!

Il va de soi qu'avec les « voyous », on ne saurait prendre de gants. Un principe qui vaut aussi bien pour les gouvernements « hostiles », pour reprendre une autre épithète chère aux stratèges du Département d'État, que pour

les réseaux terroristes. Mais cela s'applique également aux organisations qui s'opposent au système globalitaire ou même aux bandes de jeunes délinquants qui troublent la « paix civile » dans les villes. Bref, pour tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ne semblent pas vouloir s'accommoder du « nouvel ordre mondial » dont le père de l'actuel président des États-Unis avait prophétisé, une dizaine d'années auparavant, l'heureux avènement.

Ainsi met-on sur pied, aux États-Unis et dans divers pays européens, des « forces spéciales entraînées à la fois à la lutte antiterroriste et contre-terroriste », comme l'annonçait martialement le plumeur de *Monde* chargé de la rubrique guerrière. Sans doute n'est-ce pas là une innovation puisqu'elles sont nées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, au moment où le « monde libre » devait faire face à la « subversion communiste ».

Mais, au péril rouge, qui, quoi qu'en disent certains optimistes, est toujours susceptible

de renaître, notamment sous le couvert de mouvements « citoyens » contre la mondialisation, s'est ajouté maintenant le péril vert. Or, celui-ci est jugé assez redoutable pour, non seulement devoir renforcer les dites « forces spéciales », mais – en cela réside la nouveauté – donner à ce renforcement une large publicité. Leur « spécialité » leur avait pourtant valu, jusqu'à récemment, une réputation déplorable auprès des âmes sensibles en raison des exactions en tous genres dont elles s'étaient rendues coupables dans le cadre de la lutte contre l'empire du Mal: enlèvements, séquestrations, tortures et assassinats, renversements de régimes démocratiques, soutien aux dictatures les plus sanguinaires et corrompues, accointances avec la pègre, trafic d'armes et de drogue... Mais il faut croire que l'axe du Mal et ses multiples ramifications représentent un tel danger pour l'« humanité », c'est-à-dire l'Occident capitaliste et ses succursales sub-hémisphériques, qu'il n'est

Suite en page 3

M 02137 - 1292 - F: 2,00 €



« Nul oiseau n'a le cœur de chanter dans un buisson de questions. » René Char.

F° P 2520

Vendredi 11 octobre

Metz

Journée de soutien aux inculpés de No Border. Au programme: à 16 h, discussion-débat sur la liberté de circulation et d'installation; à 20 h 30, concert avec Anima (punk-hardcore), les Gamma GT (punk rock) et un groupe de métal (entrée 4 euros). Tout ça à la MJC Sainte-Barbe.

Paris

Manifestation des intervenants en toxicomanie, prévention et réinsertion sociale pour répondre aux coups sombres budgétaires du gouvernement Raffarin. Participent à cette manif: l'ANIT (Association nationale des intervenants en toxicomanie), la FNARS (Fédération nationale des acteurs de la réinsertion sociale), Act-Up ainsi que tous les patients et exclus concernés. À 13 h au Champ-de-Mars.

Ivry-sur-Seine

Forum Léo-Ferré; concert jazz, blues latino avec Batailley Music Family. Ouverture des portes 19 h, spectacle 20 h 30. Entrée 13 euros avec une consommation. 11, rue Barbès, tél.: 01 46 72 64 68; e-mail: forumleoferre@free.fr

Samedi 12 octobre

Auxerre

Journée internationale d'études « Ernest Cœurderoy (1825-1862), écrivain visionnaire, homme politique, fils du Tonnerrois et de l'Auxerrois » à l'abbaye Saint-Germain, avec Alain Brossat, Olivier Meuwly, Daniel Colson, Marianne Enckell, etc.

Ivry-sur-Seine

Forum Léo-Ferré; concert jazz, blues latino avec Batailley Music Family. Ouverture des portes 19 h,

Agenda

spectacle 20h30. Entrée 13 euros avec une consommation. 11, rue Barbès, tél.: 01 46 72 64 68; e-mail: forumleoferre@free.fr

Cachan

À 22 heures, nouveau spectacle de Frédérique au Pain roses chansons au 40, rue des Vignes.

Dijon

Concerts avec 5' Kolonne et Casa del fonky (Hip-hop) à l'Espace Autogéré des Tanneries, 17, boulevard de Chicago.

Marseille

À partir de 15 h, le CIRA organise une conférence-débat avec R. Creagh sur le thème « Les grandes émotions. Comment décider? » au local du CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Metz

Meeting de la CNT à 15 h, salle Braun, avec des représentants des fédés PTT, Culture, Éducation, Santé-social et Bâtiment. En soirée, de 20 h à minuit: la Chorale révolutionnaire de Nancy, deux groupes de chanson: les Minables et Elle l'a mauvaise, et une lecture d'un texte sur le travail par un camarade de la CGT-culture (à confirmer).

Dimanche 13 octobre

Paris 12^e

Dans le cadre de la 7^e Journée internationale de solidarité avec les travailleurs de la restauration rapide, appel de la CNT-AIT à manifester contre leurs conditions de travail. Rendez-vous place d'Aligre (M^o Ledru-Rollin) à

11 h 30 au coin de la rue d'Aligre et de la rue Théophile-Roussel.

Nantes

Débat sur la politique sécuritaire à 16 h, 17, rue Paul-Bellamy, organisé par le groupe FA de Nantes.

Mardi 15 octobre

Rouen

L'insoumise organise un vidéo-débat: *Danger travail* de P. Carles, « un autre discours sur le travail » à 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Jeudi 17 octobre

Ivry-sur-Seine

Forum Léo-Ferré; concert Graeme Allwright. Ouverture des portes 19 h, spectacle 20 h 30. Entrée 13 euros avec une consommation. 11, rue Barbès; tél.: 01 46 72 64 68; e-mail: forumleoferre@free.fr

Nîmes

À partir de 14 h devant le palais de justice, rassemblement de soutien à R. Latapy (membre du groupe FA) en relation avec son procès pour « rébellion et coups et blessures à agents ».

Vendredi 18 octobre

Ivry-sur-Seine

Forum Léo-Ferré; concert Graeme Allwright. Ouverture des portes 19 h, spectacle 20 h 30. Entrée 13 euros avec une consommation. 11, rue Barbès; tél.: 01 46 72 64 68; e-mail: forumleoferre@free.fr

Nîmes

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire (dont la FA est membre), appelle à un rassemblement et diffusion de tracts devant le bâtiment d'EDF à 9 h 30, avenue Georges-Pompidou.

Radio libertaire

Jeudi 10 octobre

Si vis pacem: à 18 h, les motions du 42^e congrès de l'Union pacifiste: pour une Europe sans armée.

Emission du SCALP/REFLEX: à 20 h 30, Sylvain Pathieu, historien, pour son livre *les Camarades des frères. Trotskyistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, éd. Syllepse.

Samedi 12 octobre

Chroniques rebelles: à 13 h 30, *Les-poir assassiné*. Second volet de la BD de Tardi d'après le roman de Vautrin *le Cri du peuple*. Avec Tardi.

Mercredi 16 octobre

Blues en liberté: à 10 h 30, Tao Ravao, de Chicago à Madagascar, en revenant à Paris!

Jeudi 17 octobre

Si vis pacem: à 18 h, aux racines de l'antimilitarisme, en mémoire de J. Gauchon, avocat des objecteurs et fondateur de l'Union pacifiste.

Emission du SCALP/REFLEX: à 20 h 30, Différents auteurs de *Zoos humains*, éd. La Découverte.

Samedi 19 octobre

Chroniques rebelles: à 13 h 30, *la Commune à Nourmah* de Georges Cavalier. La fête du livre libertaire.

Le livre libertaire en fête

Chez Armand Gatti à « la Parole errante », 9, rue François-Deberge, 93100 Montreuil M^o Croix-de-Chavaux Entrée: 1 euro par jour

À l'initiative de la librairie Publico, du service librairie de la CNT-RP, de Radio libertaire et du Forum libertaire de Montreuil (Alternative libertaire, CNT-interco 93-sud et Fédération anarchiste).

Samedi 19 octobre

De 14 à 16 heures: « Engagement et écriture » avec Philippe Bouquet, Sébastien Doubinsky, Armand Gatti, Serge Livrozet, Thierry Maricourt, Michel Ragon.

De 16 à 17 heures: débat sur les prud'hommes avec Michel Pechet, auteur des *Prud'hommes*, éd. de l'Atelier.

De 17 à 19 heures: « Les politiques sécuritaires » avec Jean-Pierre Garnier (*Des barbares dans la cité, la Bourse ou la Ville, le Nouvel Ordre local*), Fabien Jobard (*les Bauxures politicières*), Laurent Mucchielli sous réserve (*Violences et insécurité*), Miguel Chueca (*les Temps maudits*).

Dimanche 20 octobre

Journée consacrée à « renouveau du livre anarchiste ».

De 11 à 13 heures: « Anarchisme et histoire » avec Gaetano Manfredonia (*L'Anarchisme en Europe*), Jean Préposiet (*Histoire de l'anarchisme*), Claude Faber (*L'Anarchie, une histoire de révoltes*).

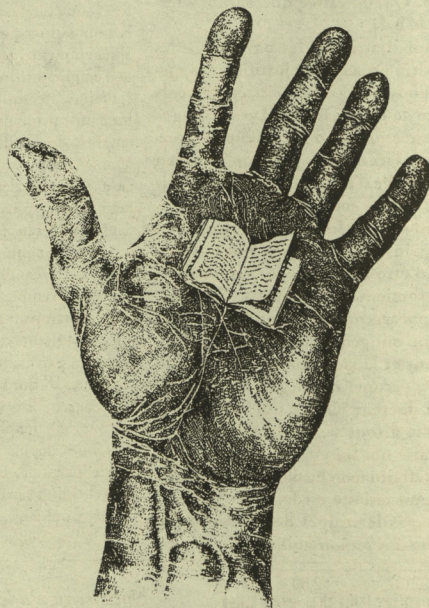
De 17 à 19 heures: « Philosophie politique de l'anarchisme » avec Daniel Colson (*Petit Lexique philosophique de l'anarchisme*), Eduardo Colombo (*Entrées des anarchistes*) pour la revue *Refractions*.

Les éditeurs qui tiendront table:

Ab irato, Agone, Albatroz éditions, Anariste, les Nouvelles libertaires, Courant alternatif, FTP Planète verte, Itinéraire, La Digitale, la Griffes, le Libertaire, le Monde libertaire, le Rire, les Temps maudits, Marginales, Maurice Juan, les éditions du Monde libertaire, Nautilus, PLPL, Paris-Méditerranée, Place d'armes, Prochoix, les éditions du Ravin bleu, Refractions, Ressouvenance, SAT Amikaro, Scalp-Reflex, Spartacus, Tops, Union pacifiste, le Vent du chemin, Vidéos du Monde libertaire...

Les auteurs qui seront là:

Michel Auvray, Philippe Bouquet, Marie-Claire Calmus, Miguel Chueca, Eduardo Colombo, Daniel Colson, Roger Dadoun, Thierry Discepolo, Sébastien Doubinsky, Pierre Drachline, David Dumortier, Claude Faber, Yves Frémion, Jean-Pierre Garnier, Philippe Garnier, Armand Gatti, Roger Grenier, Claude Guillon, Roland Hénault, Louis Janover, Fabien Jobard, Jacques Langlois, Lyes Laribi, Étienne Lesourd, Serge Livrozet, Janine Marc-Pezet, Gaetano Manfredonia, Thierry Maricourt, Philippe Maurice, Laurent Mucchielli (sous réserve), Ingrid Naour, Ngo Van, Geneviève Pastre, Patrick Pecherot, Jean Préposiet, Michel Ragon, Charles Reeves, Jean Rocchi, Francis Ronsin, Siné, Jean Soublin, Tardi, Tom Thomas, Sylvie Tissot, Pierre Tévanian, Jean-Manuel Traimond, Jacques Vallet...



Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^m	☐ 20 €	☐ 32 €	☐ 27 €
6 mois 25 n ^m	☐ 38 €	☐ 61 €	☐ 46 €
1 an 45 n ^m	☐ 61 €	☐ 99 €	☐ 77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal

Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

La barbarie civilisée

Suite de la page 1

plus besoin de dissimuler à « l'opinion » le caractère peu ragoutant des moyens utilisés pour venir à bout de l'ennemi.

Certes, les missions imparties à ces « forces spéciales » relèveront plus que jamais de l'« action secrète ». Mais leur nature exacte sera désormais un secret de polichinelle. La clandestinité des « opérations » sera, bien entendu, maintenue puisqu'elle conditionne leur succès. Cependant, elle ne répondra plus, comme jadis, au souci de laisser en même temps dans l'ombre des actes ou des décisions qui pourraient être taxés de crimes contre la paix, de crimes de guerre ou contre l'humanité, selon la nomenclature établie lors du procès de Nuremberg, lesquels avaient valu à quelques-uns de leurs auteurs la pendaison ou l'emprisonnement à vie.

La torture, par exemple, n'aura plus à être cachée comme une pratique honteuse. Des sondages organisés auprès de la population étatsunienne montrent, en effet, qu'une majorité l'approuve: ne permet-elle pas de détecter la préparation d'attentats et, donc, de « sauver des vies »?

Un argument déjà entendu depuis belle lurette en France pour justifier les « excès » de la « pacification » en Algérie lorsque les représentants de la République durent consentir à en admettre l'existence après l'avoir longtemps censurée. Mais de telles précautions ne sont plus de mise aujourd'hui. La noblesse des buts poursuivis — le « maintien » ou le « rétablissement de la paix », la « légitime défense », etc. — et le consensus dont ils font l'objet ont pour effet de placer l'ignominie des méthodes mises en œuvre pour les atteindre sous le signe d'une nécessité si indiscutable qu'il n'est même plus besoin de la qualifier de « regrettable ». C'est pourquoi, dans la base de Guantanamo où sont entreposés les prisonniers talibans ou d'Al-Qaïda, les « interrogateurs » peuvent s'en donner à cœur joie. Quitte, pour les plus délicats, à faire transférer certains captifs particulièrement récalcitrants dans des pays arabes « amis » où l'art d'extorquer des aveux et de faire disparaître les cadavres sans laisser de traces fait partie des traditions.

De même, les citoyens des pays « démocratiques » s'habitueront-ils, sans doute, comme ceux de l'État hébreu, à accueillir sans broncher, si ce n'est avec satisfaction, les derniers exploits de leurs « unités d'élites »: « raids punitifs », « assassinats ciblés » et autres « liquidations extra-judiciaires ». Avec « bavures » et « victimes innocentes » éventuelles en prime. Comme l'avait proclamé le bouillant secrétaire étatsunien à la Défense, Donald Rumsfeld, légitimant par avance les exécutions sommaires et les massacres collectifs de prisonniers en Afghanistan, « il faut tuer un maximum de terroristes ».

En Tunisie, la machine à broyer toute forme de contestation du régime fonctionne depuis dix ans à plein régime, si l'on peut dire, sans que cela ne suscite guère d'émotion aux pays des « droidloms ». C'est que M. Ben Ali a joué un rôle précurseur dans la répression anti-islamiste. Peu importe que, parmi les centaines de personnes surveillées, menacées, détenues, maltraitées ou assassinées, figurent aussi des militants politiques ou syndicaux progressistes, voire de simples partisans d'un retour à la démocratie, ne fût-elle que formelle. Le principal est que le sol tunisien soit à l'abri de toute intrusion terroriste. À cet égard, la mort de quelques touristes victimes d'un camion piégé à Djerba n'a pu que conforter M. Ben Ali, ainsi que ses soutiens à l'étranger, dans l'idée que l'heure était moins que jamais au laxisme.

En fin de compte, on l'aura compris: la barbarie est désormais officiellement permise voire requise pour peu qu'elle aide à « sauver la civilisation ».

Jean-Pierre Garnier

Où en est aujourd'hui l'École émancipée ?

L'ANNÉE scolaire 2001-2002 aura sans doute marqué d'une pierre noire l'histoire de l'École émancipée. Depuis la scission programmée et actée lors du collège des 24 et 25 novembre 2001, sur lequel je ne reviendrai pas ici, le fossé entre d'une part les élus LCR de la FSU et de ses syndicats, et d'autre part l'École émancipée, n'a cessé de se creuser et, aujourd'hui, y compris dans la plupart des groupes départementaux qui ambitionnaient de surmonter la crise en maintenant des positions unitaires ou neutres, le sentiment est que la rupture est définitive.

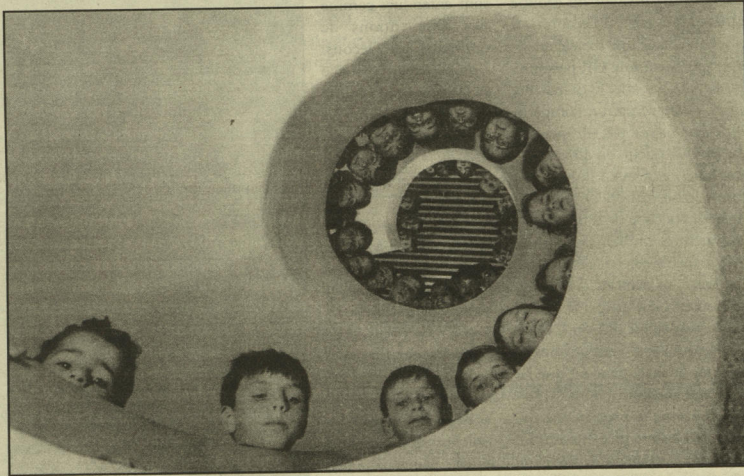
La marche forcée poursuivie par S. Marin et sa soi-disant équipe responsable avait en effet pour objectif essentiel la prise de contrôle total de l'intervention de l'École émancipée dans la FSU et de son expression publique dans la revue. Pour cela, les pires méthodes ont été utilisées. En mai et juin 2002, ils publiaient deux numéros d'une revue indûment intitulée *École émancipée, nouvelle formule*, totalement monocoleur sur le plan poli-

sentants. Un premier ultimatum avait été adressé le 25 juin dernier. Renouvelé le 25 septembre, il expire au 7 octobre, exigeant une préparation commune des instances et, surtout, que l'École émancipée intervienne d'une voix unique conforme à leur ligne politique, et qu'il y ait fusion immédiate des listes ÉÉ-Collonge et ÉÉ-Stambul dans le SNES! Et que reprochent-ils à nos quatre camarades? Essentiellement le fait de soumettre au CDFN des textes et des motions alternatifs aux positions de la direction nationale de la FSU, quand les élus LCR (qui participent à la direction) restent muets!

La caractérisation politique des initiateurs de la scission fait encore débat au sein de l'École émancipée. Il y a encore des voix pour nous dire que ce n'est même pas le secrétariat enseignant de la LCR qui est en cause, mais seulement une poignée de militants qui ont pris des initiatives personnelles. Mais comment les croire alors que jusqu'à présent, depuis près d'un an que la scission est entamée, ces individus n'ont jamais été publiquement désavoués

enveloppe timbrée, ce qui induit un surcoût conséquent pour l'expédition.

Pour surmonter ce qui nous oppose aujourd'hui aux bureaucrates de la LCR investis dans les directions de la FSU et de ses syndicats, l'École émancipée doit avant tout conserver ce qui fait son originalité, c'est-à-dire sa vocation à accueillir tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs du syndicalisme révolutionnaire, sans aucune exclusive, ni d'appartenance politique ni d'appartenance syndicale. Sujette aux coups les plus sordides, elle a besoin du soutien actif de tous ceux qui veulent encore faire vivre dans le paysage syndical français un pôle alternatif et radical. Pour soutenir l'École émancipée, vous pouvez d'abord, en priorité, vous abonner à la revue, en adressant un chèque à Colette Mallet (voir tarifs joints), ou lui adresser une souscription. Vous pouvez par ailleurs cotiser à l'École émancipée en adressant un chèque à Nicole Desautels (contact: nicole.desautels@wanadoo.fr), ce qui vous permettra de devenir membre de l'association des Amis de l'École émancipée avec droit de



tique, récupérant malhonnêtement une interview d'Alain Bihl (ce contre quoi celui-ci a protesté, voir *École émancipée*, n° 2, septembre 2002, p. 29). Sur cette publication avait pour but de faire disparaître la vraie revue de l'École émancipée, cette tribune libre d'expression où l'on peut chaque année recenser plus de deux cents signatures différentes d'articles et de contributions. Obtenant un droit de routage dans des circonstances qui ne sont pas encore élucidées aujourd'hui, cette publication a eu pour conséquences (évidemment recherchées) de suspendre le droit de routage de la revue et d'obliger J.-F. Pelé, régulièrement élu directeur-gérant de la revue lors de l'AG de juillet 2001, à porter plainte en justice. L'audience du tribunal est prévue pour le 16 octobre.

En bons bureaucrates qu'ils sont, c'est maintenant au niveau des instances délibératives nationales de la FSU que les élus LCR attaquent. Il s'agit ni plus ni moins que d'épurer la délégation de l'École émancipée au Conseil délibératif fédéral national (CDFN) de la FSU où nous avons (avons?) quatre repré-

sentants. Qui peut croire que la publication d'un article de Jean-Michel Drevon dans *Rouge*, au moment de la rentrée scolaire, ne peut pas être interprétée comme une forme de soutien et de caution politique?

Malgré tout, l'École émancipée doit continuer à vivre. La Semaine de l'ÉÉ s'est tenue, ainsi que l'AG statutaire, comme il est de règle dans notre fonctionnement (signalons par parenthèse que les scissionnistes n'ont pas organisé de Semaine, ni d'AG ordinaire). Dans un tel contexte, on peut dire qu'avec une centaine de participants la Semaine a été un succès. Les invités et intervenants extérieurs, qui connaissaient la situation de l'ÉÉ, ont été nombreux à répondre présent. Les interventions ont été de qualité, et il y avait longtemps que la Semaine n'avait été aussi productive, même s'il faut regretter que tous les débats n'aient pas pu être davantage approfondis. La revue continue aussi de paraître, sous la direction de J.-F. Pelé, pratiquement plébiscité à l'AG statutaire, et grâce au dévouement des militants du GD 76 qui la mettent sous

vote à l'AG statutaire. Vous pouvez enfin prendre contact avec les groupes départementaux qui vous sont les plus proches: gerard.m.faure@wanadoo.fr ou stambul.pierre@wanadoo.fr)

Raymond Jousmet
militant École émancipée 17

Pour s'abonner à la revue:
Colette Mallet
Le Stang
29710 Plogastel-Saint-Germain

Tarif des abonnements
selon salaire mensuel:
moins de 1 000 euros: 26 euros
de 1 000 à 1 350 euros: 38 euros
de 1 350 à 1 600 euros: 46 euros
de 1 600 à 1 850 euros: 53 euros
plus de 1 850 euros: 68 euros
envois doubles: ajouter 8 euros
Chômeurs ou étudiants
sans ressources, insoumis: 12 euros

Sections syndicales:
46 euros (ou 38 euros
si vraiment nécessaires)

Suite de la page 1

La douleur et le renoncement

les blessures, pour savoir, pour voir, pour avoir des nouvelles des copains, des collègues. La catastrophe, c'était la chose à laquelle on ne pensait pas, on ne voulait pas penser. Comme pour ces ouvriers qui travaillent dans les centrales nucléaires qui ne veulent pas penser aux risques. Qui se cachent les yeux. Dès les premières journées, il y en a pourtant qui demandent qu'on redémarre les ateliers encore debout. Parce que l'avenir, d'un seul coup, devient incertain. Pour le maintien des salaires, sans doute, mais pas seulement.

L'ensemble des salariés de l'usine est touché, choqué: ouvriers, contremaîtres, ingénieurs, directeurs. Ça crée comme un lien, comme une communauté soudée, unie dans le repli sur soi. Et c'est là que ça bascule. Cette connivence, nouvelle, entre direction et ouvriers, ça ne fonctionne que dans un sens. C'est toujours le patron qui en touche les bénéfices. C'est oublier que, avant, il fallait dénoncer les conditions de travail, l'emploi de sous-traitants pas assez qualifiés, les rythmes de travail qui se dégradent. Il y a un front uni qui se crée, et on voit même la plupart des syndicalistes du site prendre cette tournure d'esprit. Il y a une surcharge d'émotions et des demandes affectives importantes chez tous ces survivants.

Arrive le comité directeur du groupe Grande-Paroisse. Il la fait « à l'écoute », il la joue « proche ». Dans une société relativement importante, comme GP, personne n'est habitué au paternalisme. Et ça marche, quand les gars voient le patron compatir. En plus, je ne suis même pas sûr que nos patrons le fassent par calcul, on dirait qu'ils le font parce que c'est leur boulot, leur devoir (genre patron catho). Dire que le groupe industriel s'occupe de tout, que les salaires continuent à tomber, que tout le monde est sur le même bateau, c'est un discours qui touche les salariés d'AZF en attente de réponses. Sauf que, si le bateau est le même, le voyage est différent, et on s'aperçoit vite qu'il y a ceux qui ont le droit aux cabines de luxe, pendant que les autres triment aux machines.

En ce qui concerne la « société mère », TotalFinaElf, l'enjeu est pire encore. Le groupe pétrochimique a un grave problème d'image et se traîne quelques casseroles: le naufrage de l'*Erika*, l'implication de Total en Birmanie et le procès de l'accident de la raffinerie de La Mède.

Du coup, Total dépense sans (presque) compter: aides psychologiques des salariés, dédommagement des sinistrés (qui seront en partie remboursés par les assurances), envoi de personnel et de cadres pour gérer la crise, communication efficace à l'intérieur de tout le groupe (via brochures, vidéo, discours, etc.) pour montrer que la solidarité n'est pas un vain mot. Enfin et surtout, Total promet, craché, juré, que l'usine AZF redémarrera, même s'il faut se battre contre vents et marées. Ce démarrage annoncé représente une perspective d'avenir à laquelle les salariés d'AZF veulent croire. Du coup, ils en sont à faire une confiance quasi aveugle à Total. Il n'y a pourtant pas besoin d'être un grand spécialiste pour comprendre, vu l'état du site, que ce redémarrage est loin d'être possible.

Cette entente ouvriers-cadres-direction-Total fonctionne comme s'ils étaient dans un cocon. Les recherches de la cause de l'accident deviennent la priorité. Les hypothèses les plus compliquées, les plus tortueuses, sont mises en avant, proposées

comme une *muleta* qu'on agite et dans laquelle foncent les salariés d'AZF. Toutes les pistes sont bonnes à prendre, dès lors qu'il n'est pas question de dysfonctionnement, de mauvaises conditions de travail ou de sous-estimation des risques.

Lorsque ces dernières pistes sont évoquées, les salariés d'AZF se sentent attaqués. Lorsque la presse parle de « problèmes de sécurité », lorsque les associations attaquent Total, chaque salarié le prend comme une attaque personnelle, comme une remise en cause de son « savoir-faire », de sa façon de travailler. Les cadres et Total ont tellement bien travaillé, ont tellement bien fait passer leurs valeurs que lorsqu'il est proposé aux ouvriers de porter plainte contre Total pour le préjudice, tous réagissent en disant qu'ils font partie de Total, que Total les aide et que, même, Total c'est eux.

Il est impossible d'avoir une discussion sur la catastrophe (ne pas dire « accident ») avec eux, même avec leurs délégués syndicaux. Tout ce qui peut être dit, même en prenant des précautions, est aussitôt mal interprété. Les interventions des syndicats extérieurs sont entendues comme des interventions de donneurs de leçons. L'union départementale et la fédération chimie de la CGT sont en désaccord avec les analyses de la CGT d'AZF (je crois qu'il en est de même pour la CFDT), mais elles ne sont pas écoutées. Les manifestations des associations, telles que « Plus jamais ça ni ici ni ailleurs », sont autant d'agressions pour les salariés. Les propos, les tracts d'extrême gauche et des Verts, sont autant de violences qui leurs sont faites. Quant aux politiciens de tous bords, les salariés d'AZF les trouvent démagogues mais, là, j'aurai du mal à leur prouver le contraire.

On peut lire des tracts de la CFDT s'attaquant aux associations, lire l'interview d'un responsable CGT d'AZF où il est dit: « Nos meilleurs alliés sont la chambre de commerce et le Medef. Nos copains, eux, veulent la fermeture du site... » Il est difficile d'agir face à ce front commun qui permet aux ouvriers de ne pas se poser les bonnes questions, un front commun comme en rêvent tous les patrons, comme en rêvent même tous les régimes politiques qu'ils soient ou non totalitaires.

On aurait pu penser que ce soutien indéfectible des ouvriers pour leurs patrons et pour Total se briserait lorsque Total, en avril, a annoncé la fermeture définitive du site toulousain. Même pas. Les salariés ont préféré voir dans cette annonce, le fait que Total cédait aux politiciens (naïvement, j'ai toujours pensé que c'était le contraire). Ils n'ont pas voulu entendre les motifs économiques mis en avant. On aurait pu penser, à la suite de ce qu'ils ne cessaient de dire et de répéter, qu'ils se battraient pour le redémarrage du site ou pour une reconversion

En fait, c'est l'abattement qui a fait suite à cette annonce, et même une envie de quitter la boîte au plus vite. Désertor ces lieux. Il y a de la rancœur, du dégoût, mais rien contre Total.

Les seuls combats qu'ont livrés les salariés d'AZF l'ont été pour améliorer les conditions de départ. Parce que c'est ça qui a véritablement fait suite à cet esprit de corps, l'envie de passer à autre chose, et vite. « Profiter » du plan social, prendre le fric et recommencer une autre vie, même si cela s'avèrera compliqué. D'autant plus lorsqu'on voit les enquêtes menées sur les derniers plans sociaux: la plupart des salariés soumis à ces plans ne retrouvent pas une situation correcte.

On s'aperçoit que Total (qui a promis à longueur de communiqués et d'interviews que tout le monde retrouverait du travail) misait sur des demandes de mutations à l'intérieur du groupe, et donc dans les

désolidarisé du rapport du CHSCT. On peut, certes, parler d'une collusion entre les syndicats et Total, ce ne serait pas la première fois. On a souvent vu les syndicats, sous prétexte de défendre des emplois, ne pas se poser de questions (dans l'armement, le nucléaire, etc.). Cette collusion à AZF a bel et bien existé, mais elle ne représente que la partie visible de l'iceberg. Parce qu'en fait, c'est l'ensemble des salariés qui a pris cette voie.

Je n'ai pas de solution à proposer, mais ces réactions d'ouvriers sont importantes à analyser pour le futur des luttes. Cela d'autant plus que, vu l'état de vieillissement des installations chimiques, et même nucléaires, de telles catastrophes risquent à nouveau de se reproduire. Si, dans certaines périodes, on peut voir les prolos véritablement révolutionnaires, conscients de leur exploitation dans le travail et le salariat, prêts à remettre en cause un certain nombre



autres usines pétrolières. En fait, s'il y a des mutations, elles sont moins nombreuses que prévues, les salariés d'AZF préférant, semble-t-il, passer à autre chose, ne plus avoir de rapport avec la chimie.

Enfin, la dernière manifestation de cette collusion patron-salariés qui a fait suite à la catastrophe, c'est ce rapport du CHSCT d'AZF (majoritairement CGT). Un rapport qui devait être rendu en juin et qui n'est sorti qu'à la rentrée. Un rapport totalement édulcoré, d'où il ne ressort absolument rien et qui paraphrase quasiment les thèses de Total. Pire, le CHSCT avait demandé l'aide d'un cabinet d'expertise mais n'a pas retenu les conclusions des experts. Ce rapport soulignait le manque de rigueur de la direction de l'usine toulousaine AZF en matière de sécurité et confirmait les investigations de la police judiciaire ainsi que le rapport accablant de l'inspection du travail dévoilé au début de l'été. Les militants du CHSCT ont préféré passer ce constat sous silence.

Ne voulant pas participer à cet acte de complicité avec Total, le cabinet d'expertise a fait connaître son rapport par voie de presse et la fédération chimie CGT s'est

de valeurs, on voit aussi que dans des périodes de crises graves, ces mêmes prolos se retrouvent en première ligne, complices des patrons et du système même. Je n'ai jamais cru, à l'instar des marxistes, que la classe ouvrière était la seule porteuse de l'idéal révolutionnaire. Simplement, elle reste la classe la plus exploitée. Ces dernières décennies, la classe ouvrière a été oubliée parce que c'est le discours économiste qui a pris le dessus. À croire qu'on produit des richesses uniquement en Bourse.

Les restructurations ont affaibli les dernières citadelles ouvrières, et les ouvriers disséminés se sont moins battus (ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui ceux qui peuvent encore se battre font partie des grands corps d'État: La Poste, la SNCF, les enseignants). Il reste que les ouvriers, la « France d'en bas » raffarinesque, sont encore loin d'être une classe fantôme, et sans verser dans l'ouvriérisme, un travail de propagande, de prise en compte, doit être fait pour ne plus assister à de tels revirements catastrophiques.

Jean-Pierre Levaray

Du « bleu marine » dans les rues et des bleus sur la gueule

« **I**L FAUT qu'on voit du flic, ça fait partie de la stratégie globale », se réjouissait Jean-Luc Garnier, porte-parole du très réactionnaire syndicat policier Alliance, commentant la hausse conséquente (+ 5,7 %) du budget de la Police nationale (*Libération*, 26 septembre 2002). Et de préciser : « C'est un geste psychologique et aussi politique pour rassurer le bon peuple. » Mais non les enseignants à qui ledit bon peuple confie sa progéniture, si l'on en juge par la mésaventure survenue à Marseille, le 1^{er} juin 2002, à deux jeunes professeurs du collège Vallon-des-Pins.

Les faits tout d'abord, rapportés par *l'École émancipée* (16 septembre 2002) et corroborés par l'Observatoire des Bouches-du-Rhône des violences policières. Alors qu'ils circulaient dans une voiture conduite par un ouvrier de maintenance du lycée Victor-Hugo, Éric et Anna, les deux enseignants, se virent pris dans un embouteillage, place de l'Opéra, vers 22 h 30. Le chauffeur eut l'idée — qui allait se révéler des plus malencontreuses pour lui et ses passagers — de klaxonner. Des policiers s'avancèrent. Contrôle d'identité. Tout en présentant leurs « papiers », Éric et Anna font savoir qu'ils enseignent dans les quartiers Nord. Ce qui a le don, semble-t-il, de mettre aussitôt en fureur les argousins : roués de coups de pieds et de matraques, tirés par les cheveux, la femme et les deux hommes sont extirpés du véhicule et embarqués illico dans le fourgon en direction de l'hôtel de police. Là, nouveau passage à tabac, avec humiliations et injures à la clef. Du genre : « Vous — dans les quartiers Nord —, vous vous faites frapper par les élèves. Et toi, ajoutent-ils à l'intention d'Anna, tu vas te faire baiser par les élèves. » Entre deux vociférations, l'une des brutes assermentées croit bon de résumer le fond ou plutôt l'arrière-fond de la pensée policière : « Vous n'êtes que des professeurs de merde. Vous enseignez à des jeunes de merde dans des quartiers de merde. »

Féru d'« éthique citoyenne », le nouveau ministre de l'Éducation pourrait peut-être proposer ce jugement lapidaire à la méditation des futurs candidats au bac, lors de la prochaine session. En « philo », comme il se doit. En attendant, après avoir « bénéficié » d'un arrêt de travail de 27 jours — Anna est restée 10 jours à l'hôpital d'où elle sortira en fauteuil roulant —, l'agent de service et les deux enseignants ont été mis en examen pour « violences aggravées physiques et morales ». Car, comme le veut la coutume — on n'ose parler de loi — dans notre « État de droit(e) », ces trois nouvelles victimes des dévouements policiers hexagonaux se sont transmues en agresseurs. Après avoir classé sans suite leur plainte pour coups et blessures

volontaires, le Parquet a décidé, pour faire bonne mesure, de les poursuivre en plus pour dénonciation calomnieuses et propos mensongers. Le 24 octobre, ils passeront devant une chambre correctionnelle spécialisée dans la répression... du grand banditisme!

Dans la loi d'orientation et de programmation sur la justice, votée de 3 août dernier par le Parlement, figure une disposition puissante de 6 mois de prison et de 7 500 euros d'amende l'outrage contre les membres du personnel travaillant dans les établissements scolaires. Mais, ce qui vaut pour les sauvages et leurs parents, cibles désignées de ce nouvel enrichissement de la panoplie sécuritaire, ne paraît pas devoir s'appliquer à la sauvagerie policière. Pourtant, sans préjuger de la suite pénale à donner aux coups et blessures infligés par les flics marseillais aux deux enseignants et à l'agent de service, les « paroles, gestes ou menaces » auxquels ils se sont livrés à l'encontre de ces derniers étaient sans nul doute de nature à « porter atteinte à la dignité ou au respect dû à la fonction » dont sont investis les personnes de l'Éducation nationale. Le ministre-philosophe qui préside maintenant aux destinées, toujours incertaines, de ce service public ne rappellerait-il pas, alors qu'on lui demandait son avis sur l'emprisonnement pour « outrage », prévu pour sanctionner le manque de respect à l'égard des employés de son ministère, que « l'autorité des enseignants est une autorité qui doit être respectée »?

Il est vrai qu'en procéduriers avisés, les magistrats du Parquet n'ont certainement pas manqué d'observer que les violences verbales ou physiques dont se plaignaient les trois affabulateurs n'avaient pas été commises « à l'intérieur d'un établissement scolaire ou éducatif ou, à l'occasion des entrées ou sorties des élèves, aux abords d'un tel établissement », condition stipulée par la « loi Perben » pour que l'outrage soit puni. En outre, il eût fallu, pour que chacun d'eux soit en droit de se plaindre en tant que « personne chargée d'une mission de service public », qu'ils aient été agressés « dans l'exercice ou à l'occasion » de leur fonction. Vus le lieu et l'heure — tardive — où les faits allégués se sont produits, ce n'était visiblement pas le cas. Bref, il ne pouvait y avoir « outrage ». Sauf, bien sûr, à l'encontre des représentants de la force publique.

Voilà de quoi river leur clou aux esprits trop pressés ou mal intentionnés qui auraient pu conclure que l'on se retrouve une fois de plus, dans cette affaire, face à des policiers de merde, au service d'un État de merde, dans une démocratie de merde

J.-P. G.

abonnez-vous

La situation sur Orléans, déjà inquiétante au mois d'avril (un adjoint au maire a même oublié une mallette dans une école après une visite : cette mallette contenait trois armes dont une arme de poing !). L'affaire a été reprise par *Libération* au niveau national. L'adjoint à la sécurité, l'inquiétant Florent Montillot, a sorti un bouquin, programme sécuritaire clés en main, juste avant les élections ; il devrait se conforter avec le résultat des législatives : le maire d'Orléans est devenu député...

Vous reprendrez bien un peu de sécurité ?

EN DEVENANT député en juin 2002, le jeune chiracien et nouveau maire d'Orléans (depuis mars 2001) saura faire remonter les aspirations du « terrain » au maire de Neuilly, ministre de l'Intérieur et promoteur de flashball ; il pourra donc certainement obtenir les effectifs de police nationale qu'il souhaite pour mener à bien sa politique sécuritaire.

Orléans, un laboratoire répressif

Après le couvre-feu pour les mineurs durant l'été 2001 et le recrutement de 30 policiers municipaux, la ville d'Orléans poursuit et intensifie son réjouissant programme :

— Transfert vers le commissariat central de la police nationale des demandes d'autorisation de séjours des étrangers.

— Réalisation fin 2001 d'une enquête publique auprès des habitants orléanais sur le « sentiment d'insécurité » qu'ils éprouvent dans leur ville. Ce type d'enquête est la plupart du temps bidonnée puisque les questions sont orientées et, aidées par le matraquage médiatique, elles attendent un certain type de réponses, du genre : la peur de « se faire agresser », la peur des « jeunes de banlieue »... De plus, les sociétés d'experts en sécurité urbaine qui réalisent ce type d'enquêtes, ont tout intérêt à étendre ce sentiment puisque leur chiffre d'affaires est lié aux solutions proposées (la société choisie par la ville d'Orléans fut l'incontournable cabinet d'Alain Bauer : AB associates).

— Actions anti-tags, anti-graffiti, anti-affichage libre (renforçant la marchandisation de l'espace urbain, l'expression est autorisée si elle est encadrée, publicitaire ou commerciale).

— Mise en place d'un « carrefour des parents » (contrôle social de l'autorité parentale).

— Projet d'ouverture d'un « centre d'apprentissage au civisme » (projet recalé, en attendant l'accord du nouveau ministre de l'Éducation nationale).

— Création d'une brigade canine, équipe complète (18 personnes) en septembre 2002.

— Renforcement dès cet été 2002 de la vidéo-surveillance par l'équipement de huit sites regroupant 12 caméras, puis de cinq sites avec 5 caméras (les caméras seront sur des immeubles privés, des conventions ont été passées les propriétaires).

— Reconduction de l'arrêté sur l'interdiction de circulation pour les mineurs (du 1^{er} juin au 26 octobre 2002, de 23 à 6 heures et sur certains quartiers de la ville, pour mieux les stigmatiser) complétant quatre autres (un arrêté anti-mendicité qui ne dit pas son nom : il est présenté comme étant « anti-bivouac », et trois arrêtés criminalisant les prostituées présentées comme des arrêtés « anti-stationnement »).

On vous surveille pour mieux vous protéger

Ces réalisations et projets sont présentés comme des mesures de « bon sens », et « la sécurité n'a pas de prix » (527 473,60 euros

rien que pour l'installation des caméras, hors coûts de l'aménagement du centre de sécurité et du traitement des cinq personnes chargées de visionner nos déplacements). Ainsi pour mieux rassurer les quelques indociles inquiets, la municipalité développe un vocabulaire rassurant : les caméras ne sont pas de « surveillance » mais de « protection ». La municipalité dessine progressivement son projet d'espace urbain comme un lieu, un rapport où chacun surveille dans une ville morte et aseptisée à peine dérangée par le bruit de bottes marchant au pas, que laisse augurer cette constante construction de la peur.

Comment mieux contrôler la misère ?

En faisant fantasmer sur « ce sentiment d'insécurité », la municipalité veut rendre légitime son obsession : une ville gérée par les flics et les caméras de surveillance, où chaque habitant contrôlé pourra être plus facilement vendu sur le marché aux esclaves du monde de l'entreprise... En effet, dans ce système, tout le monde a le devoir de consommer, se faire exploiter et de ne pas contester!

L'argument du « tout-sécuritaire » permettra aux élus d'occulter, de négliger et de nier les causes réelles du malaise urbain : la violence capitaliste (précarité, exploitation, inégalités, misère, hiérarchie, humiliations, etc.) et la violence de l'État (répression, contrôle social, lois racistes et discriminatoires, autoritarisme de l'école, urbanisme, etc.).

Tranquillisez-vous, vous êtes cernés !

La vidéo-surveillance se nourrit d'une vision qui ne supporte pas et signale tous les comportements individuels sortant de la norme. S'habituer à vivre sous vidéo-surveillance, c'est donc intégrer le système répressif de la municipalité, c'est légitimer la vision policière d'une ville, et enfin conforter un ordre économique et social contre lequel nous ne pourrions pas nous opposer...

Sur Orléans, le groupe El Quico a diffusé un tract sur la vidéo-surveillance et ses dangers le 1^{er} mai 2001 (juste après l'arrivée de la nouvelle équipe municipale), le 30 septembre 2001 (à l'occasion du consensus et annuel « forum des droits de l'homme ») et enfin le 8 mai 2002 (lors des contre-fêtes johanniques, avec installation de fausses caméras en carton). S'il faut continuer à sensibiliser et à informer les Orléanais sur cette hystérie répressive, en expliquant à la fois le caractère totalitaire de la vidéo-surveillance et en diffusant largement les droits encadrant ces systèmes de flicage vidéo, il nous faudra aussi trouver et imaginer d'autres moyens concrets pour démonter ces discours criminalisant une partie de la population.

Nous luttons et résistons contre cette logique sécuritaire parce que nous luttons aussi contre le système qui a laissé germer l'idée.

Antoine

Groupe El quico, Orléans EA

SI LE FANTÔME de Jospi Broz, dit Tito, devait hanter un village du globe, ce ne serait ni maintenant ni n'importe où au fin fond de l'ex-Yougoslavie mais le 19 juillet 2006, ici, sur l'île de Veliki Brijun pour célébrer le cinquantenaire de la *Déclaration des non-alignés*. C'est en 1956, en pleine guerre froide, que Nasser, Nehru et Tito signaient sur l'île la déclaration par laquelle ils refusaient de prendre parti pour les États-Unis ou l'URSS et enjoignaient les pays du tiers-monde à les rejoindre dans cette démarche.

En vérité, on sent déjà flotter l'ombre énorme du président de la République fédérale yougoslave dans tout Veliki Brijun. Tout y rappelle avec nostalgie le grand manitou de l'« autogestion ». Un musée, visité par bon nombre de Croates, chante l'« amour » du dictateur pour les travailleurs, les enfants et les animaux. On croit rêver: le régime n'au-

L'OMBRE DE L'ÉLÉPHANT

rait-il pas changé? Contribution à cet univers irréel: un parc safari étend sur plus d'un tiers de l'île des prairies où se côtoient des mouflons, des cerfs, des zèbres, des faisans... Autant de cadeaux offerts à Tito par les hommes d'État, les politiciens, les centaines de délégations, les associations proches et les amis qui lui ont rendu visite. Symbole extraordinaire de cette mémoire tenace et collective du géant de la politique: un éléphant, qui n'a pas quitté Brijun depuis le jour où il y a débarqué.

Le jour de 1947 où Tito a posé le pied sur le quai de l'île, il est tombé amoureux de ce morceau d'Éden où plus de 700 variétés de plantes se confondent dans une luxuriance étourdissante et où

la température oscillant de 6 °C en hiver à 22 °C en été plane sur les vestiges archéologiques byzantins, romains et les édifices vénitiens. Tito passait ici près de six mois par an à élaborer l'essentiel de ses activités politiques, à recevoir des amis à la Biela Villa, à goûter le silence ou à conduire sa Cadillac vert sombre.

Depuis la mort du maître de la Yougoslavie, le 4 mai 1980, rien de vraiment spécial n'est survenu dans cet asile du communisme titiste, dans ce musée de verdure. Seul changement: le parc a été proclamé réserve naturelle en 1983. Les hôtels, eux, comme ceux élevés un siècle plus tôt par l'industriel Kupelwieser, continuent d'accueillir des touristes « convenables »... La vie suit son cours,

avec un rien de regret des guides et des visiteurs croates.

Le nom de Tito est aussi gravé au cœur de l'Istrie hérissée de monuments aux morts ornés d'étoiles rouges, de faucilles et de marteaux. Bon nombre de ces stèles furent mises à bas. Plus de témoins. Arrachée, la page communiste de l'histoire croate? Le gouvernement fit machine arrière, en souvenir du combat antifasciste de Tito. « Beaucoup de gens ont la nostalgie de Tito, aujourd'hui. Même les non-communistes. C'était la dictature, c'est vrai. Mais le pays était uni et en paix », avoue Vesna. Je n'en reviens toujours pas de cette phrase. Le clocher d'Oprtalj carillonne. Notre amie rigole: « Si les cloches sonnent lorsqu'on parle, cela signifie qu'on dit la vérité. » Hélas.

Herije

Alliance libertaire, Bruxelles

La vigne croate

Impressions de voyage

LES MAINS s'étreignent avec ferveur, les têtes se penchent... Et les trente poitrines libèrent un psaume. Au rythme de ces très pieuses voix croates, les murs et les voûtes de l'église Saint-Étienne de Motovun respirent le classicisme. On célèbre, ici, le soleil qui, dehors, se lève comme une pomme d'orange sur la péninsule d'Istrie et vient se ficher sur le campanile et son lion de Saint-Marc, sceau brûlant de la domination vénitienne. Signe que le village vivait en paix sur sa colline, le fauve tient, entre ses griffes, un livre ouvert. Ni ici, ni ailleurs en Istrie, les sculpteurs n'ont dû, comme en temps de guerre, remplacer ce livre de pierre par un autre fermé: depuis février 1947, tout conflit était écarté par la signature des accords italo-yougoslaves. D'un même geste, l'Italie venait de ratifier le rattachement de la riche péninsule à la Croatie et de mettre fin aux velléités européennes d'annexion. Même la guerre imbécile et meurtrière qui écartela le peuple croate de 1991 à 1995 épargna la région.

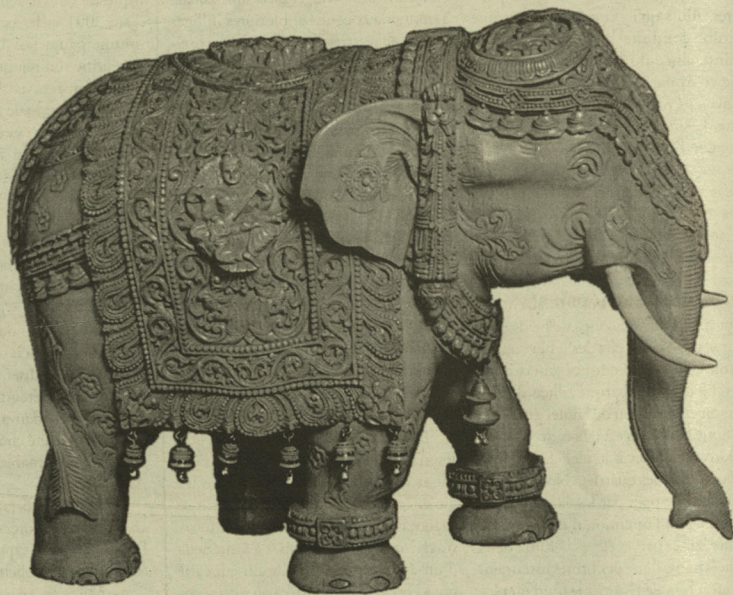
Le parvis, le dédale de venelles mal pavées, les murs couverts d'affiches du festival cinéophile – que Motovun accueille chaque été –, les remparts et puis la vallée, immense et fertile. En Istrie, seule la viticulture a traversé les siècles. Et le cru de Motovun tient la dragée haute aux milliers d'hectares de vignes que compte la région. Une famille de vignerons – hommes, grands-mères et enfants, en salopette ou en habits de ville – vendange des raisins blancs jوفلوس. Trois hommes chargés de grappes s'approchent: il faut goûter. Le fruit est très sucré, sur le point de se craqueler tant il est gorgé de chaleur et du sang de ce

sol couleur de rouille. À un kilomètre de là, la débrouille: une femme d'une quarantaine d'années et un homme, un peu plus vieux qu'elle, grappillent ce que les vignerons ont laissé et qui ne sera pas changé en bouteille.

L'un des meilleurs vins blancs croates porte le nom de « malvazija ». Dans la production familiale des Kozlovic, nichée dans les hauteurs de Momjan depuis plusieurs générations, la tradition tend la main aux techniques modernes pour produire un malvazija hors norme, de haute qualité. Nicolas explique que « des citernes en inox, plus hygiéniques, et des baromètres précis permettent désormais de mieux contrôler la pression et la fermentation du jeune vin ». « En moins de trois ans, les restaurateurs des environs ont été conquis. » Jamais un malvazija croate n'a été aussi bon. Nicolas a ramené ces méthodes performantes d'Italie où il a poursuivi ses études d'agronome durant le conflit qui opposa Serbes et Croates.

Bien d'autres jeunes gens, au lieu de s'engager dans l'absurdité de la guerre, s'inscrivirent dans des universités italiennes. « Certains en âge de conscription ne pouvaient se soustraire », rappelle notre amie Vesna. « D'autres avaient plus de "chance": leur père prenaient leur place dans les rangs de l'armée. » Un homme pour un homme, en quelque sorte.

Ni le fer ni le feu des armes n'ont été portés directement en Istrie. Pourtant, l'économie de la région a été profondément marquée par la lutte des deux peuples. D'une part, sur la côte Adriatique, nombre d'anciens hôtels ont accueilli des réfugiés du conflit serbo-croate. Aujourd'hui, ces



immeubles, abandonnés par leur propriétaire, tombent en ruine. D'autre part, l'exode rural des années nonantes joint à celui de la Deuxième Guerre mondiale a vidé la campagne de ses forces vives. De nombreux villages en portent les stigmates indélébiles. Des maisons, des pâtés de maisons, des quartiers tombent en ruine. Les herbes poussent entre les pierres, les volets s'accrochent désespérément. Peu à peu, les jeunes ménages se réinstallent loin des grands ports touristiques comme Pula, Rovinj... Ils rénovent les vieilles demeures de style vénitien, celles trapues de style croate ou en construisent de nouvelles dans le strict respect des lois. « Le gouvernement se montre très attentif au cachet historique de nos petites villes », explique un ouvrier à sa pause. « Les maisons non conformes aux lois, trop hautes par exemple, sont rasées. » On imagine le choc pour un couple qui tente de repartir de

zéro. Pourquoi cette politique drastique de l'État? Parce que ces petites villes annoncent à moyen terme un tourisme moins superficiel que sur la côte Adriatique. En brisant net, en 1991, l'essor anarchique des immeubles, la guerre a imposé aux Istriens une réflexion profonde sur le patrimoine, sur la gestion du tourisme – l'une des principales sources de revenus de la région – et sur les lignes de conduite dans l'accueil des estivants italiens, allemands ou... croates. Alors, afin d'attirer les vacanciers vers l'arrière-pays, les autorités développent et soutiennent un agrotourisme d'une qualité indéniable et dont l'un des objectifs est d'offrir des plates-formes où habitants et touristes peuvent se rencontrer dans un respect mutuel. Ce qui n'empêche pas le trekkeur discret et curieux de s'enfoncer dans le pays, chaleureux, et de goûter olives et fromages de chèvre. Les gourmands se baigneront dans la bonne

humeur des marchés aux étals débordants.

Pour percevoir toute la saveur méditerranéenne de l'Istrie, il faut la parcourir à pied ou à vélo, loin des sentiers battus. À rythme d'homme. Il faut se mettre au diapason de ce berger fier de ces chèvres, de cette grand-mère épluchant le maïs sous la treille, de cette famille trinquant dans la cuisine où l'on vit et se chauffe en hiver.

Sur la route qui frôle Oprtalj, de vieilles Topolino égrainent le bruit caractéristique de leur moteur. Le prochain voyage, il faudra songer à s'enfoncer plus vers l'intérieur de la Croatie, d'un pays qui se relève douloureusement. Des Yugo disparaissent cahin-caha vers la plaine où se lève la brume; sur certaines d'entre elles, le conducteur a fait sauter le Y du logo légendaire.

Herije

Alliance libertaire, Bruxelles

En vrac



ON FAIT durer encore un peu l'été avec ce numéro estival de *Street Trash*, la feuille d'infos de l'asso Subsocty. Ils disent « Feuille d'infos »... Sont plutôt modestes parce que moi, j'ai l'impression d'avoir un vrai fanzine entre les pognes: 24 pages A5 bourrées à craquer, avec une interview du dessinateur Gil, dont se souviendront sans doute nos fidèles lecteurs et lectrices (il participe, en son temps, au *Monde libertaire*... Gil, tu nous manques!), un très bel article sur le vote et l'abstention, présenté sous forme de questions-réponses, un autre sur l'insécurité, des infos sur l'actualité sociale, militante, et alternative, pas mal de chroniques, des adresses, des dessins, des photomontages, etc. Bref, largement de quoi se secouer les neurones, disponible à prix libre + 2 timbres pour le port. À noter que Subsocty s'occupe également d'un autre zine (*Pogo Tango*), d'une énorme VPC (le seul catalogue « lectures » compte 25 pages A5!), du hors-série *Trash TV*, d'un zine internet, etc. Y en a qui s'emmerdent pas.

Association Subsocty
16, square Henry-Dunant,
35700 Rennes
e-mail: greg@subsocty.org
web: http://www.subsocty.org

RÉCEMMENT échoués dans ma boîte aux lettres, deux recueils de poésie me donnent l'occasion de parler de Givre de l'Éclair, petite maison d'édition dont le catalogue compte une bonne dizaine de titres à petits prix (de 2 à 6 euros). La prose que j'y ai découverte est d'une sensibilité presque palpable, parfois mystérieuse (Jean-Marc Thévenin, « Dans l'argile du vent »), un rien provocatrice (le savoureux « Rarabes, roristes », d'Isabelle Pierret), ou acérée comme la lame d'un

stylet, comme ce « Décobres », de Franz Bartel, qui m'a profondément ému. Je ne résiste pas à la tentation de vous en livrer un extrait:

« Des chiens aux chaînes tendues comme la hargne retournent devant eux le calme de la rue, tandis que sur les bancs, aux fonds des vergers, de gros hommes enflamnés d'alcool transpirent, comme d'avoir, pour la dixième fois du jour, échappé au danger. »

Le Givre de l'Éclair
3, rue Pont-des-Champs
10000 Troyes

UN HEUREUX événement pour la rue Voltaire, à Paris! La boutique-librairie Quilombo a ouvert ses portes il y a quelques semaines et, croyez-moi, elle vaut largement le déplacement (d'où que vous soyez). Un espace calme, agréablement aménagé, où bacs et rayonnages sont déjà bien occupés par les livres (luttons sociales, mouvement révolutionnaire, anarchisme, antifascisme, féminisme, etc.), les revues, journaux et fanzines politiques, militants, contre-culture, les fringues (tee et sweat-shirts essentiellement), les affiches, les badges, les patches, les disques, etc. On peut y causer, rencontrer, s'informer car c'est aussi un espace d'échanges, et l'accueil est vraiment chaleureux. On ne s'attendait pas à moins, du reste: ce sont les copains du réseau No Pasaran qui animent la boutique... Ouvert du mardi au vendredi de 14 heures à 20 heures et le samedi de 11 heures à 20 heures.

Quilombo
23, rue Voltaire, 75011 Paris
Tél./fax: 01 43 71 21 07
e-mail: quilombo@wanadoo.fr



La librairie Quilombo

Grève du 3 octobre à EDF-GDF: un bon début...

ATOUTOR de 80 000 manifestants à Paris, comprenant des délégations de syndicalistes de Sud-Rail, de la RATP, d'Air-France, les associations de consommateurs, ou encore ATTAC et, bien sûr, les fédérations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FO, CGC, sans oublier le PC, tout ce panel d'organisations battait le pavé sur la défense des services publics et en particulier de l'énergie. À EDF-GDF, le pourcentage moyen de grévistes s'établit à 80 %, avec des baisses de charges dans différentes centrales de production, agences clientèle fermées, centres départementaux « morts ».

Comment en est-on arrivés là ?

Le Premier ministre Raffarin annonce dans sa déclaration de politique générale du 3 juillet que « dans le domaine de l'énergie, notre pays dispose de deux grandes entreprises de réputation mondiale, leur forme juridique sera modifiée pour permettre une ouverture progressive du capital ». Ce n'est pas une grande surprise, et cet engagement fait suite à celui du couple maudit Chirac-Jospin au sommet de Barcelone, lui-même s'appuyant sur la transcription de la directive européenne de février 2000 (ouverture du marché de l'électricité à la concurrence) adoptée grâce à l'abstention des députés PC.

Mais EDF et GDF n'ont jamais attendu la loi pour se livrer à une boulimie toute libérale, avec l'absorption de réseaux ou la

prise de participations en Uruguay, Brésil, Argentine, en Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, etc.

Cette fringale, avec les revers qu'elle entraîne (Argentine), ne peut rapporter qu'à moyen terme. EDF se trouve confrontée à des problèmes de liquidités. L'électricien, comme d'autres entreprises, commence à liquider son patrimoine immobilier (fermetures d'agences), supprime des emplois, conclut à tour de bras des CES, CEC, bref a besoin de fric. Roussely, son PDG socialiste, demande une augmentation du kWh en juillet et Raffarin, le bon samaritain, lui répond que cette hausse serait mal appréciée des consommateurs « d'en bas ». Ce dialogue avait été bien répété pour argumenter ce qui va suivre.

Alors, quoi faire ?

La fondation Concorde (proche de l'UMP) fait circuler un document propre à acheter la paix sociale. Il y apparaît que la revalidation salariale ne paie plus, dépassée par celle de l'intéressement, des retraites, etc.

Par ailleurs, des investisseurs privés intéressés par l'ouverture du capital le seraient d'autant mieux qu'EDF ne vaut rien. En effet, sa valeur actuelle est estimée autour de 70 milliards d'euros. Si l'on en retire 43 milliards (part des pensions qu'EDF paie aux retraités et rentre donc dans son compte d'exploitation), 13 milliards (équipements des collectivités locales) et 13 milliards (provision pour démantèlement des centrales nucléaires) EDF vaut... un peu

plus d'un euro. Mais Roussely a besoin d'argent. Il lui faut vider cet abécès des pensions, et vite!

Dans ce document Concorde, apparaît l'hypothèse de faire basculer ces retraites au régime général, d'y instiller une bonne dose de fonds de pension (heu! Je préférerais... heu! des fonds éthiques) et de les faire gérer par le principal obstacle à cette privatisation: la CGT, par le biais du comité d'entreprise EDF-GDF (CCAS). On peut même l'intéresser financièrement à la gestion de ces fonds!

Vers la grève générale ?

La manifestation du 3 octobre, par son ampleur, devrait en appeler beaucoup d'autres. Certains syndicats pensent à l'« après », et des rapprochements plus serrés avec d'autres mouvements à venir sont en cours: SNCF, Éducation, Fonction publique, etc.

Pour nous, anarchistes, l'énergie – comme les transports, l'eau, etc. – est à la base de tout fonctionnement de santé et de confort pour l'individu. Si la défense des services publics est un préambule, il appartient ensuite d'élaborer les luttes qui permettront de disposer de ces services, avec la participation effective des usagers, pour une juste satisfaction des besoins, en intégrant les réflexions et actions visant à respecter l'environnement, les ressources énergétiques.

Le chantier est vaste mais nous n'avons pas le choix!

Guy
groupe FA de Rouen

Les pousse-au-crime: Radio libertaire

« Lundi matin », le retour!

CHERCHER DES QUESTIONS, trouver des éléments de réponse... « Lundi matin » a sévi pendant des années sur Radio libertaire. L'équipe: Sylvie et Laurent, de la Fédération anarchiste. Le mobile avoué de l'émission: critiquer la presse hebdomadaire (souvent de façon désagréable), mais aussi donner un point de vue libertaire sur différents sujets d'actualité. On commençait par l'agenda, résumé de tous les rendez-vous libertaires de la semaine. Pendant les pauses musicales, on prenait des appels d'auditeurs, qu'on répercutait et commentait dès le retour au micro.

« Lundi matin », c'est terminé... Vive « Les pousse-au-crime »! On prend les mêmes et on recommence. On démarre toujours avec l'agenda, puis c'est parti pour une heure et demie de commentaires sur le joli monde qui nous entoure – et

sur celui qu'on aimerait voir à sa place... Bien sûr, en cas d'actualité bouillante, on traitera en priorité les infos des hebdomadaires. En cas d'actualité plus tiède, la lecture de presse pourra être élargie à d'autres supports que les seuls hebdomadaires (magazines, émissions télé, etc.). Nous avons aussi l'intention de nous « payer » certaines revues en particulier: critique de *Charlie Hebdo*, du *Nouvel Observateur*, de *Marianne*, etc.

Donc, rendez-vous sur 89.4 dès le lundi 14 octobre, de 10h30 à 12h30 (nouvel horaire). Venez nombreux, on vous attend de micro ferme!

1. Comment ça, « Sylvie et Laurent »? Sylvie avait disparu depuis cinq ans! La raison? Deux naissances rapprochées... Le petit dernier venant d'entrer en maternelle, la revoilà libre comme l'air pour venir blablater sur les ondes!

LA DÉRIVE consumériste atteindrait-elle le « tissu » associatif français? Ma propre expérience à la tête, d'une part, depuis trois ans d'une association nationale de 1 500 personnes, et, d'autre part, comme simple membre d'une autre petite structure m'incite à le croire.

L'anarchisme du XIX^e siècle se fonde sur l'idée de l'association. Les textes de Proudhon, ceux de Bakounine, etc. construisent l'idéal d'une société renouée sur le droit fondamental des personnes de se rassembler, de constituer des groupes, de les faire vivre, de les quitter. En somme, l'association est érigée en paradigme de la cellule sociale libertaire, la brique de base grâce à laquelle sera construite tout l'édifice. Cette foi en la vie communautaire puise sa vigueur dans l'énergie des mouvements de l'époque, dans le dynamisme des cercles intellectuels, des rassemblements ouvriers... où l'on dénonçait les régimes autoritaires et où l'on organisait la résistance. Mais l'époque a bien changé. L'association version moderne ne ressemble guère à l'association de jadis. Pourquoi?

Avant de répondre à cette question, revenons à l'origine du mot. « Associer », « s'associer », mots de la même étymologie que « société », « social », etc. dérivent du latin *socius* : le compagnon, l'allié; étymon lui-même issu d'un hypothétique ancêtre indo-européen *sekw* signifiant « suivre ». Ces racines impliquent donc une idée de réunion, de mise en commun, de rencontre, de partage... entre deux ou plusieurs personnes. L'élément humain paraît en tout cas au cœur de leur signification. C'est du moins ainsi que les pères de l'anarchisme l'entendaient.

La définition légale du mot « association », telle qu'elle a été fixée par la fameuse loi de 1901, se borne quant à elle à fixer des règles très générales: le principe de non-profitabilité – une « association » ne doit pas distribuer des bénéfices –, le principe de contrôle par l'Assemblée générale, etc. Ce cadre extrêmement large permet à nombre de groupements de se constituer en « associations » à fonctionnement divers. Voyons un peu de quoi il retourne dans les faits.

Des associations hétéroclites

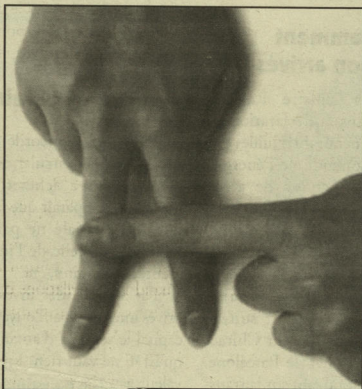
Le cas le plus « pur » d'association s'incarne sous la forme de structures à base de volontariat où les membres s'impliquent autour d'une « cause commune »: associations de défense de quartier, petits clubs sportifs, associations de parents d'élèves, associations théâtrales ou musicales, etc. Dans cette catégorie se rangent également les associations libertaires. Ces structures perpétuent la « conception classique » de l'association.

Les associations professionnelles regroupent en leur sein soit des artisans, soit des entreprises. Dans ce cas, l'association édite un ou plusieurs bulletins, coordonne des actions, organise des réunions et/ou des débats. Une équipe salariée se charge, en général, de toutes ces activités. Lorsque leur nombre d'adhérents est important, elles constituent des lobbies de défense (exemple récent, celui des médecins), dont le fonctionnement se rapproche de celui des syndicats.

Les ONG « humanitaires », par exemple: Restaurants du cœur, Emmaüs, Médecins sans frontières, etc. sont plus justement baptisées « organisations ». Ces entités, structurées comme de véritables entreprises (parfois multinationales, n'ont plus grand-chose à voir avec leurs petites sœurs, si ce

Le crépuscule des associations ?

n'est dans le but (théoriquement) poursuivi. Elles sont orientées vers l'efficacité. Elles vivent plutôt des subsides gouvernementales ou de la générosité du public que des cotisations de leurs membres; leur budget s'élève à plusieurs centaines de milliers d'euros. Ces sommes importantes provoquent des dérapages. On se souvient du scandale de l'ARC. L'Association des paralysés de France disposerait, quant à elle, d'appareils de fonction. Attac constitue un cas encore plus particulier. Les statuts de cette association, son comité scientifique inexistants, sa structure pyramidale, ses relations et connivences, la rapprochent plus d'un parti politique déguisé que d'une



ONG. On lira à ce sujet l'excellent ouvrage de Michel Barrillon¹.

Dans les associations de consommateurs, le mot « association » paraît cacher une forme de société de service qui défend les intérêts de ses généreux donateurs. L'adhérent lui-même n'intervient pas, ou très peu, dans les actions contentieuses, qui sont le plus souvent menées par des experts juridiques rémunérés. L'implication dans la vie de l'association est pour ainsi dire nulle: elle se borne à dénoncer les abus. La cotisation représente l'achat pour une durée déterminée d'une assistance juridique.

Tout s'achète, même le temps

L'énumération précédente n'a pas prétention à l'exhaustivité. Je pense cependant qu'elle recouvre une bonne partie de ce que j'appellerai le tissu associatif français. Or, de toutes les formes citées, seule la première réalise véritablement l'idéal de l'association anarchiste, fondée sur le regroupement désintéressé et spontané d'individus. Au cœur de cette idée se trouve l'entraide; la participation de chacun pour que l'ensemble fonctionne. Mais dans une société capitaliste comme la nôtre, le bénévolat ne peut se réaliser qu'en sacrifiant une partie plus ou moins importante de son temps de loisir. Donc, à proprement parler, en « donnant de son temps » pour participer aux activités. Malheureusement, la propagande libérale est également passé par là. Tout se monnaie, nous dit-elle. Les marchandises,

bien sûr, mais également les services; le temps, aussi. Acquérir un lave-linge, un lave-vaisselle, et, au-delà, tout ce que nous serions à même de concocter (plats cuisinés), de dépanner (cafetière, réveil), de fabriquer (bibelots), revient à troquer du temps contre de l'argent, selon le vieil adage: le temps, c'est de l'argent.

L'idée que « le temps s'achète » a donc fait son chemin, tellement bien qu'elle menace directement le tissu associatif-bénévole. De plus en plus, les « adhérents » se contentent de verser une cotisation. On pourrait dire qu'ils règlent une facture. Moyennant quoi, ils attendent patiemment un retour, sous la forme d'un bulletin, d'un service ou de quelque autre prestation qui leur serait due. L'idéologie ambiante a fait oublier ce principe pourtant fondamental qui veut que, comme l'auberge espagnole, les associations ne redistribuent à leurs adhérents que ce qu'ils y apportent.

Il faut un motif extrêmement particulier pour sortir de cette « torpeur »: une menace immédiate sur la qualité de vie, par exemple: la construction d'un immeuble, d'une autoroute, etc. Ce fut le cas, en Eure-et-Loir, suite à la décision de Jean-Claude Gaysot de construire le (feu?) troisième aéroport parisien à Beauvilliers, en plein cœur de la Beauce. Durant plus de trois ans, l'association de défense des riverains, BBBA, a fonctionné à plein régime. Une fois la menace écartée, cependant, elle s'est dissoute *de facto*, bien qu'elle eût pu profiter de sa dynamique pour prolonger son action vers d'autres dossiers d'aménagement du territoire départemental (voire de se constituer en comité de vigilance au cas où le projet aurait été réactivé!).

À la tête de « mon » association (c'est juste une façon de parler), je constate depuis trois ans que ce sont toujours les mêmes qui œuvrent. Aucune candidature pour entrer au conseil d'administration. Les « bureaux » se suivent et se ressemblent, tout simplement parce qu'il n'y a aucun volontaire pour « prendre le relais ». Les assemblées générales ne rassemblent que quelques courageux pour sacrifier un après-midi de week-end une fois l'an.

Cette association étant nationale, j'imagine que nombreux sont ceux qui ne peuvent pas faire l'aller-retour en une seule journée. J'ai cru aussi que ce comportement relevait de l'exception. Mais en confrontant mon point de vue avec d'autres responsables associatifs, je me suis aperçu que cette exception était largement répandue. J'en veux pour preuve ces deux témoignages, recueillis au hasard de mes rencontres:

« Je fais le lien avec une association dont je m'occupe beaucoup [...]. Lorsque nous l'avons créée avec deux buts: reconstruire et faire naviguer la réplique du dernier corsaire de Surcouf (également dernier vaisseau de guerre à voiles), il y a eu plus de mille cotisants la première année: enthousiasme devant la construction!

« Actuellement pas plus de 150 à 200 cotisants, parmi lesquels il devient de plus en plus difficile de trouver des bénévoles. Si nous leur parlions de navigation gratuite sur le bateau, il y en aurait beaucoup plus!

« Autre image symptomatique: le bulletin de l'association a été envoyé à tous l'année dernière. Une brave dame nous a répondu « vertement » qu'elle était sans nouvelle sauf pour des demandes de cotisation; il semblerait bien qu'il ne lui était pas une seconde venu à l'esprit qu'elle avait à fournir elle-même un effort personnel pour se tenir au courant et participer... »

Et celui-ci:

« Beaucoup des membres du club d'astronomie que j'anime sont partis sans dire pourquoi. Très peu constructifs... Ces personnes venaient consommer de l'astronomie. Il fallait leur pointer le télescope, leur montrer des diapos, leur présenter des exposés mais, surtout, ne leur donner aucune responsabilité, ne rien leur demander. Ils venaient au spectacle et partaient quand ils en avaient marre, comme on change de chaîne. »

Je ne pense pas que ces exemples soient isolés. Les associations semblent migrer, dans la pensée collective, de plus en plus dans la classe des entreprises classiques: en cotisant, je sacrifie une partie de mon budget (en échange de mon temps) et je suis donc en droit d'exiger un retour: donnant, donnant.

Or, si ce fonctionnement convient aux grandes organisations qui détiennent une puissance financière suffisante pour employer du personnel, il signifie malheureusement la mort de celles qui font appel au bénévolat. Comme aurait pu l'écrire Wagner: « Die Vereinigungsdämmerung. » (= le crépuscule des associations).

Le système capitaliste encourage les salariés à dépenser le maximum d'énergie au travail. D'où, d'une part, une efficacité économique accrue, et, d'autre part, une consommation galopante: les employés, qui n'ont plus le courage de « faire autre chose », signent des chèques pour acquérir des objets ou des services qu'ils seraient normalement capables de réaliser. En outre, je soupçonne fortement la fatigue physique (et morale) d'abaisser les seuils de résistance mentaux à la propagande, publicité, etc.²

Outre le côté liberticide (choix forcé), ce processus affecte directement le militantisme des individus. Il les abrutit, il les démobilise. En leur faisant croire que tout s'achète, y compris « la bonne volonté », « l'engagement », « le bénévolat », etc., qui sont au cœur de l'engagement associatif, l'idéologie capitaliste affaiblit la capacité de résistance des contestataires, et fortifie son hégémonie.

Les associations libertaires, qui sont souvent pauvres en moyens financiers et humains, se trouvent en première ligne. La faible mobilisation, l'impression de « prêcher dans le désert », l'immobilisme ambiant, etc. résultent sans doute pour partie de ce phénomène.

Une nouvelle fois, une opération de désintoxication s'impose – mais elle s'annonce longue et difficile. On ne défait pas en jour ce qu'un matraquage quotidien a ourdi durant toute une vie. Ils nous appellent de relever ce défi, si nous voulons qu'un jour naisse un monde différent, plus juste et plus libre.

Vincent Habchi

1. et 2. Voir à ce sujet Robert-Vincent Joule, Jean-Léon Beauvois, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble 1997.

BIEN DES SIGNES concordent qui font dire que l'anarchisme se meurt. Ses grands hommes appartiennent au passé. Ses livres de doctrine fleurissent à la fin du siècle dernier ou les débuts du nôtre. Ses brochures se font rares. Sa presse est de parution épisodique et de tirage modeste. Ses militants sont de moins en moins nombreux. En un mot, il apparaît que les prévisions, les souhaits ou les constats de décadence ou de décès, si fréquents dans la littérature politique – et singulièrement dans celle de gauche – correspondent effectivement à une progressive disparition.

Par contre, au grand ébahissement de ses fossoyeurs, voire de ses pleureuses, une série de mouvements sociaux, de phénomènes révolutionnaires, postérieurs à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, présentent des caractéristiques libertaires évidentes. Ces manifestations, d'allure ou d'esprit anarchiste, semblent démentir les *de profundis* depuis si longtemps chantés par les observateurs de toutes tendances. Elles sont surtout étonnantes quand elle se produisent dans des régions ou au sein de populations où la propagande anarchiste ne s'était jamais ou rarement fait entendre, ou bien encore là où cette propagande avait disparu, corps et biens, depuis des dizaines d'années.

Une première constatation, toute simple, s'imposerait donc. Les poussées, les revendications, les méthodes de l'anarchisme ne dépendent pas nécessairement d'un catéchisme abondamment répandu, ni même de la présence de militants convaincus, ardents dans l'œuvre de prosélytisme, non plus que d'une organisation libertaire agissante. Elles peuvent naître spontanément comme réactions à des situations de fait. Elles sont parfois réponses naturelles à des problèmes fréquemment posés.

Sans minimiser l'importance que peut revêtir l'influence de formules idéologiques, non plus que celle d'individus ou de groupements, en des conjonctures déterminées, là et quand un déséquilibre social demande imagination et initiative, il est indispensable de tenir compte des facteurs géographiques, historiques et structurels pour la compréhension de certaines tendances marquantes dans les courants populaires. L'anarchisme espagnol ne naît pas avec l'arrivée des envoyés de l'Alliance bakouniniste, mais se trouve déjà inscrit dans les esprits, dans les formes organisationnelles de la paysannerie misérable et de la classe ouvrière naissante, comme dans le caractère compartimenté des régions ibériques. Elisée Reclus pouvait dire que le principe de la fédération « semblait écrit sur le sol même de l'Espagne, où chaque division naturelle des régions a conservé sa parfaite individualité géographique ». Dans la publication *El Eco de la Clase obrera*, on peut lire, en octobre 1855 : « Ma-

ginons pour un moment, qu'à Madrid, à Barcelone, à Valence, à Malaga, à Séville, à Valladolid, à Tolosa, dans tous les centres industriels, commencent à s'associer en premier lieu les tisseurs de soie, ceux du coton et ceux du lin, puis les typographes, puis encore les charpentiers, les maçons, les tailleurs et enfin tous les ouvriers de tous les arts et métiers. Constitués ainsi dans chaque localité, toutes ces associations désignent, au suffrage universel, leur comité exécutif. Les élus de ces comités s'associent entre eux et délibèrent sur les questions et les intérêts communs... »

Avant que la doctrine ne soit définie, l'imagination, nourrie

fier que jamais les luttes sociales ne revêtent un caractère anarchiste.

Ce qui mérite l'attention, c'est qu'entre le mouvement organique – où l'on trouve des idées définies en fonction de situations déterminées et des militants s'efforçant de mettre à profit ces mêmes situations – et les fractions de la société qui créent spontanément leur formule anarchiste comme remède aux contradictions de la société globale, il peut être noté des différences de *tempo* ou des divergences dans la désignation des buts immédiats à poursuivre.

La « révolution » étudiante de Paris – en mai 1968, laquelle, sous de multiples aspects, présente des traits anarchistes – plus particuliè-

re pourrait conduire à la victoire, c'est-à-dire à la prise du pouvoir, la majorité des comités de quartier, de faculté ou de lycée se refusent à se laisser embrigader et préfèrent pratiquer une politique d'une constante agilité, créant les organismes que la situation exige, mais sans jamais se laisser emprisonner par des solidarités de fractions ou de bureaucraties paritairiennes. C'est sur le refus de la conception « élitaire » de l'action révolutionnaire, défendue par les partis, fractions et variantes de tradition bolchevique ou trotskiste, que se produira la rupture idéologique au sein du conglomérat du 22 Mars et que s'affirmera la position libertaire.

des conjonctures complexes – où entrent d'innombrables facteurs économiques, de pouvoir, de tradition, de structures organisationnelles – mais aussi des images, des tabous et des espoirs dont le subconscient est encombré et qui font surface quand est brisée la croûte du conformisme quotidien ou que les circonstances autorisent l'action.

Voyons l'exemple ukrainien. En 1923, le mouvement makhnoviste est frappé à mort, l'Armée rouge, soulagée de la pression des troupes blanches – que les partisans anarchistes avaient puissamment contribué à diminuer – peut jeter ses forces contre les communautés paysannes, les soviets libres, les détachements de volontaires. La machine d'État bolchevique, en période de construction, ne veut fonctionner que comme seul et unique pouvoir. Ses faiblesses de tous ordres ne peuvent être surmontées que grâce à un « égoïsme » sacré et au sacrifice de tout ce qui ne lui est pas assimilable.

Nestor Makhno meurt à Paris, coururé de cicatrices, malade, désespéré. Quelques rescapés de la Makhnovtchina viendront se faire tuer en Espagne, en 1936, dans les rangs de la colonne Durruti. Il ne reste donc plus rien, ni hommes, ni organisation, ni symbole. Dans tous les manuels d'histoire soviétique le makhnoviste est présenté comme un bandit, un « pogromiste », un allié des Blancs, un complice des koulaks.

Passent les années, les purges, le délire stalinien, les massacres. Passent de nouvelles générations. Même à l'Académie de guerre on n'enseigne plus les techniques makhnovistes d'utilisation des matériels civils à des fins de guerre, comme c'était encore le cas dans les années trente.

[...]

Il est possible de suivre ce phénomène de transmission en d'autres pays, dans des circonstances aussi absurdes que le sont les événements eux-mêmes. Ainsi, dans les îles de déportation italiennes, deux Albanais – détenus pendant plusieurs années en raison de leur nationalité, à partir du moment où Mussolini fit envahir l'Albanie – se trouvent mêlés à des prisonniers politiques anarchistes avec lesquels ils sympathisent. À la fin de la guerre ils sont libérés et rentrent au pays. Leurs noms reviendront : fusillés par le régime de Henvor Hodja pour « déviations anarchistes »... Disons que dans les mêmes *confini* il y avait aussi quelques Abyssins, en contact avec toutes les écoles socialistes représentées dans les lieux de déportation. Cela ouvre des perspectives pour les chercheurs d'influences mystérieuses.

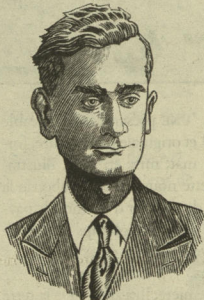
1. C'est-à-dire treize années avant l'arrivée en Espagne du délégué de l'Alliance, Giuseppe Fanelli.

Luis Mercier Vega

chercheur d'influences mystérieuses

L'Incrévable Anarchisme, 10/18, 1970, nouvelle édition remaniée, Spartacus en 1988.

Dessin : Phil Casovar



remment par sa remise en question des structures sociétales fondamentales, par sa soif d'absolue égalité, par sa volonté de participer en tous domaines et à tous les niveaux, ainsi que par le refus de nombreux animateurs d'assumer le rôle de chefs ou de s'engager dans la voie des politiques partisanes – n'a que peu de contacts avec le mouvement anarchiste organisé. Ce n'est pas la Fédération anarchiste française qui place ses militants ou ses drapeaux au sein des courants étudiants ; ce sont des étudiants qui, pour symboliser leur volonté de table rase et de remise en question totale des hiérarchies, lèvent le drapeau noir, et dans le bric-à-brac des souvenirs de lectures ou le panthéon des archétypes, se créent un passé à base de Bakounine, de Bonnot ou de Durruti.

Encore peut-on se demander si les nouveaux adeptes n'apportent pas plus qu'ils n'empruntent, et si leur quête d'un passé auquel se rattacher ne suit plutôt qu'elle ne précède leur prise de conscience anarchiste.

Il serait nécessaire de nuancer, bien sûr. Individuellement, une série d'éléments actifs de la révolte de mai ont participé à la vie des groupes libertaires ou se sont formés à la lecture d'écrits anarchistes. Daniel Cohn-Bendit fut lié au groupe Noir et Rouge, de même que plusieurs organisateurs des comités d'action universitaires possédaient une exacte connaissance de la tradition libertaire avec laquelle ils sympathisaient. Il n'en reste pas moins que les mots d'ordre anarchistes surgissent de la poussée étudiante et non des comités extérieurs. Malgré les efforts constants des diverses fractions organisées pour « diriger » le mouvement, et pour faire admettre que seul un parti révolu-

d'évidences et d'espoir en une plus authentique existence, a déjà esquissé l'essentiel.

Sans doute n'est-il pas possible de différencier de façon nette les conditions naturelles ou de conjoncture qui favorisent l'écllosion d'un courant libertaire, l'influence que peut conserver une certaine tradition anarchiste – présente en permanence par quelques idées-forces passées dans l'opinion de diverses couches sociales à l'état de coutume mentale, ou par l'existence d'organisations professionnellement ou régionalement enracinées et fonctionnant suivant une méthode libertaire – et enfin la réinvention circonstancielle de conceptions et de pratiques à caractère anarchiste. Il est pourtant nécessaire de distinguer ce qui est de nature propagandiste, raisonnée et volontariste, écrite ou verbale, basée sur l'expérience ou sur la prévision, et ce qui est réponse « naturelle » de groupes sociaux, de collectifs, à des problèmes ou à des impasses de la vie sociétariale.

Les deux manifestations peuvent ne pas coïncider dans le temps, ou ne se rejoindre que dans des conjonctures fugaces, mais il semble évident que leurs rapports possèdent une certaine logique, à moins d'admettre que le mouvement anarchiste est entièrement étranger à la vie sociale, ou de véri-

Courrier Une histoire d'hypocrisie

Pouvoirs publics et drogue

JE NE SAIS comment aborder ce problème ni de quel côté lâcher ma colère au sujet de la drogue et surtout au sujet du comportement officieux qu'ont les États capitalistes vis-à-vis de ce fléau. Fléau ? J'utilise ce terme car je vais essayer de montrer que les États se servent des drogues (stupéfiants ou pas) contre les peuples comme jadis les paysans se servaient de fléaux pour battre le grain.

Le tabac et l'alcool sont deux produits nocifs à forte dose car la dépendance qu'ils provoquent chez l'individu est souvent mortelle. Voyons comment ces deux produits de consommation courante sont entrés dans les mœurs et comment les pouvoirs publics et les capitalistes réagissent devant ce fait.

La forte consommation d'alcool est née avec la révolution industrielle (à ma connaissance) : les États laissaient les ouvriers et les paysans s'esquinter avec le mauvais alcool qu'ils avaient à leur disposition ; puis les États décidèrent de réglementer la production et la vente d'alcool prétextant la sauvegarde de la santé des citoyens. Pendant la guerre de 14-18, les États avaient décidé d'envoyer leurs soldats bourrés à la mort.

Était-ce pour leur éviter les souffrances de la guerre ? Était-ce pour épargner aux ouvriers et aux paysans la dure réalité des travaux que les États leur vendirent de l'alcool à foison ? Est-ce pour « former » la jeunesse que les États laissent des mineurs se biturer jusqu'au coma ? Non, non et non. Prétextant le libre arbitre du consommateur (quand ça les arrange), les États et les géants capitalistes se sont fait de l'argent et continuent à s'en faire sur la vie d'êtres humains. Et l'éducation ? Ce sont les États qui prennent en charge une grosse partie de la formation des enfants, mais où sont les cours d'éducation quant aux risques de l'alcool ? Où est la réelle responsabilisation des enfants et des adolescents ? Disparue, parce que, forcément, « il ne faut pas endoctriner, il ne faut pas traumatiser ».

Même Bakoumine parle de l'éducation émancipatrice, d'une éducation fondée sur l'information et la prise de conscience en vue de rendre l'individu libre. Ce comportement vis-à-vis de l'alcool se retrouve pour le tabac : quelques campagnes par-ci par-là mais pas de travail efficace d'éducation. Le tabac est entré dans les mœurs surtout grâce aux films d'Hollywood, et ce malgré les avertissements, de trop peu, concernant les maladies encourues par les fumeurs. Les campagnes sont soit virulentes soit timides mais toujours payées par les industriels du tabac ou par les ministères. Malgré ces actions, rien ne bouge : en vérité, l'effet de ces campagnes n'est pas de faire arrêter de fumer, elles ont simplement pour but de faire taire les lobbies antitabac. Parce que si le but des financeurs de ces campagnes (trusts et ministères) était vraiment de stopper la consommation, elles s'adresseraient aux enfants et aux adolescents, les futurs consommateurs, avec une vraie volonté éducative (car le libre arbitre ne peut s'exprimer qu'avec une réelle information qui responsabilise par sa nature éducative). Seulement voilà, l'argent généré

par la vente de tabac est tellement considérable que les États et leurs amies les multinationales ne pourraient pas se passer de cet argent.

J'accuse les États de ne rien faire pour défendre la santé de leurs citoyens (alors qu'ils s'en disent les garants dès qu'il s'agit de produits sur lesquels ils ne touchent aucun lingot) mais de tout faire pour récupérer notre argent et de nous laisser crever. Car l'argent gagné en vendant du tabac ou de l'alcool ne sert jamais à la construction d'écoles, d'hôpitaux ou bien même à financer des programmes de recherche contre le cancer ou autres maladies. Non, l'argent emmagasiné est utilisé à payer des porte-avions, des flics, enfin des trucs vachement utiles à notre santé.

Du cannabis à l'héroïne s'étend un vaste panel de produits divers plus ou moins puissants et nocifs. Par qui ce marché « underground » est-il tenu ? Par ce que les États appellent le crime organisé, ce que d'autres (dont moi) appellent le capitalisme poussé à son paroxysme : tout y est, exploitation de l'homme par une poignée de fumiers, concurrence, partage des « marchés »... Bref, le capitalisme. Mais alors, pourquoi les États qui sont si inquiets quant à notre santé, et qui sont aussi puissants qu'ils voudraient bien nous le faire croire ne détruisent-ils pas ce crime ?

Premièrement, parce que le crime justifie l'existence des États (on ne m'a pas attendu pour le dire). Deuxièmement, parce que le marché parallèle des drogues fait bouffer des individus qui, sans ces drogues, seraient aux bas des palais gouvernementaux à réclamer des emplois ou bien vivraient de manière alternative (et ça, les États capitalistes ne peuvent pas le supporter) ; en effet, le commerce de la drogue permet au planteur de coca ou de pavot de survivre, et au dealer de subsister, et au consommateur d'oublier la misère... Donc, les États laissent faire (tout en essayant de ne pas être doublés par les mafieux) parce que comme ça ils n'ont pas à gérer des milliers de « demandeurs d'emploi » ou bien des îlots de vie communautaire. Troisièmement, les drogues consommées dans le tiers et le quart monde calment ou plutôt abrutissent les populations qui vivent dans la misère : des favelas aux banlieues oubliées des « démocraties » du Nord ou dans les zones où vit une jeunesse qui espère un changement. Les drogues frappent et font taire les revendications de jours meilleurs, détruisent l'esprit de coalition, annihilent les libres arbitres, bref transforment des hommes et des femmes prompts à la révolte en esclaves doux et abouliques. Les drogues arrangent les États puisqu'elles empêchent tout plan sérieux de révolte, elles guident leurs habitués tel un pape à Toronto, les rend malléables et fait taire ceux qui en vendent puisqu'elles leur permettent de vivre. Loin d'être un étendard de révolte, la drogue est le meilleur moyen trouvé par le système pour détruire tout élan de révolte et annihiler beaucoup de révoltés. (Comme autre drogue, y a la télé, mais ça...)

Pour que vive l'anarchie, pour que vienne la révolution.

Roch Lusinchi

« Quand le peuple prend la parole et s'empare de la plume, ses œuvres sont toujours un cri de révolte. »

Paysans dernier siècle ?

REVUE **m**arginales LITTÉRATURE & CRITIQUE - NUMÉRO 1 - PRINTEMPS 2002

D'UNE présentation agréable et originale (couverture, format, mise en page, illustrations), cette nouvelle revue aborde la question du devenir d'un monde paysan miné depuis longtemps par l'invasion marchande en deux séquences différentes.

La première, intitulée « De la terre et des roses », présente des extraits d'œuvres littéraires de tout genre (correspondance, nouvelles, poèmes, romans) mêlés à des textes critiques, sans établir de hiérarchie entre écrivains reconnus et renommés (par exemple les deux prix Nobel de littérature de 1974, les Suédois Eyvind Johnson et Harry Martinson) et écrivains d'en bas. Un entretien avec Marius Noguès permet d'explicitier ce choix : « Je n'aime pas la formule "écrivain-paysan". Elle est discriminatoire. C'est une manière de rabaisser le peuple. Il y a des paysans qui écrivent voilà tout. Il n'existe pas de catégorie sociale ayant vocation pour l'écriture. L'écriture est l'expression d'une sensibilité qui cherche à s'exprimer par les mots. Et chacun devrait pouvoir faire part de son expérience. »

Les études critiques font écho aux pages de littérature, comme la redécouverte d'un article de Frank-Louis Schoell sur l'œuvre majeure de l'écrivain polonais Ladislas Reymont, *les Paysans*, répond à l'extrait publié de ce long poème en prose dont le personnage principal est un village polonais. De même pour l'étude de Delphine Gillis sur « Tolstoï et le monde paysan russe », suivie par le témoignage de la paysanne Anissia, revu et corrigé par l'auteur de *Guerre et Paix*, ou encore l'étude de Jean-Baptiste Le Meunier sur les cahiers de Jean-Marie Déguignet, *Mémoires d'un paysan bas-breton*, disparu en 1905 et devenu un best-seller en collection de poche en 2001... Parmi les heureuses découvertes de ce

numéro, on lira aussi les belles lettres de Céline Beauvois. La seconde partie, « Donnez-nous la terre ! », met en perspective des textes historiques, de la guerre des paysans dans l'Allemagne du XVI^e siècle (Raoul Vaneigem, Maurice Pianzola) aux problèmes paysans contemporains, avec un article prémonitoire de Marius Noguès (1967) sur la mise sous tutelle de l'agriculture par les transnationales, tandis que Jean-Pierre Berlan dénonce les dangers de la loi mortifère du profit sur le vivant à travers la question des OGM. Elle s'arrête également sur la résistance républicaine au coup d'État de 1851 dans les Alpes de Haute-Provence, publie le beau texte d'Élisée Reclus, *À mon frère le paysan*, et évoque grâce à Piotr Archinov l'insurrection makhnoviste en Ukraine de 1918-1921.

Si, aujourd'hui plus que jamais, le spectacle de la littérature n'est que l'affaire de « gendelettes » – comme on disait au début du XX^e siècle – dont la suffisance n'a d'égale que la bassesse morale, *Marginales* démontre qu'il est encore possible de « redonner à la littérature sa place dans la production d'une pensée émancipatrice » : « Quand le peuple prend la parole et s'empare de la plume, ses œuvres sont toujours un cri de révolte. »

Charles Jacquier

« Paysans dernier siècle ? » *Marginales* (littérature et critique) n° 1, printemps 2002, 168 pages, 15 euros

Abonnement : *Marginales*

35 euros pour 3 numéros
Chèques à l'ordre de *Marginales*
Les Billardes, 04300 Forcalquier

Cette note est parue d'abord dans *le RRe*, n° 46, juillet-août 2002

POUR rendre compte du film et de sa singularité, il faut préciser tout de suite qu'*Une part du ciel* est interprété par Séverine Canele. C'est elle, l'âme du film. Séverine Canele a une présence imposante. Son corps fait rempart. Alors que la prison enlève aux femmes jusqu'à la conscience de leur être, jusqu'à la perception des sens, Joanna, la détenue qu'elle incarne, ne perdra jamais le sens de la dignité ni la force de dire non. Elle sera le bloc qui arrêtera les surveillantes, elle fera ses jours en cellule d'isolement sans jamais lâcher prise. Elle ne parle pas de solidarité, elle la pratique. Et son exemple créera le lien avec le dehors, rendra possible cette fameuse « solidarité

Une part du ciel

de Bénédicte Liénard

ouvrière » tant citée et si rarement montrée en action. Laisser le spectateur dans l'ignorance du délit pour lequel elle a été enfermée était le parti pris de la réalisatrice. Dans l'entretien qui suit, elle parle de son

cinéma de manière critique et aussi avec distance, donc parfois à la troisième personne.

Une part du ciel questionne l'oppression et la répression en prison et en usine. À l'image, l'usine égale la

prison et vice versa, le dehors égale le dedans... Ce postulat permet de comprendre que le quotidien des deux femmes, des amies d'autrefois, a quelque chose en commun. Mais la liberté du dehors n'égale pas la liberté d'action du dedans. C'est pourquoi Claudine, la syndicaliste à l'usine, va témoigner pour Joanna, enfermée en prison. Le regard de la caméra traduit cette équation en un certain nombre de plans essentiels : les gestes du travail sont observés pour faire comprendre leur dureté et le fastidieux de la répétition. Les plans sont épurés, les couleurs froides, le cadre dépourvu. Tout va tout droit à l'essentiel.

Heike Hurst

Entretien avec Bénédicte Liénard

VOTRE FILM est fort, simple, et pourtant beaucoup disent : c'est « en droite ligne le cinéma des frères Dardenne... »

Bénédicte Liénard : Non, ce n'est pas vrai. Je ne suis pas dans la ligne des frères Dardenne. D'abord ma caméra n'a rien à voir avec la caméra-crayon des frères Dardenne ! Je suis dans un langage plus complexe, plus élaboré que le leur, me semble-t-il. J'ai un autre rapport au cinéma aussi, puisque ma démarche contribue à quelque chose qui n'est pas nécessairement de l'ordre du cinéma. Qui est une autre manière d'aborder le réel. On dit « les frères Dardenne » parce qu'ils s'intéressent aux réalités sociales et économiques. Je suis beaucoup plus politique qu'eux, qui sont pour moi beaucoup plus consensuels.

Rosetta est l'apologie du néolibéralisme, *Rosetta* n'est pas un film de gauche, *Rosetta* nous raconte l'histoire d'une fille qui est prête à tout pour vendre des gaufres. Si l'on a un point de vue, aujourd'hui, d'émancipation et une volonté que le cinéma devienne politique, reprenne une parole politique, on ne va pas faire l'apologie d'une fille qui est capable de faire n'importe quoi pour aller vendre des gaufres ! On va faire en sorte que l'héroïne ait d'autres désirs ! Les gens que je filme ont des désirs d'émancipation qui sont de l'ordre du droit mais qui sont poussés par une volonté politique d'être au monde.

Heike Hurst : On vous reproche « une sécheresse proche du documentaire »...

Bénédicte Liénard : Pour moi le documentaire n'est pas une chose sèche, tout au contraire : les cinéastes qui ont travaillé dans une démarche documentaire ont justement un rapport à l'autre et ils savent très bien que dans le rapport à l'autre il est question de générosité. Je ne comprends pas l'amalgame entre le mot documentaire et le mot sécheresse, ça ne tient pas debout. Est-ce qu'il s'agit de sécheresse quand il s'agit

de regarder le monde comme il est ? J'ai l'impression que tout d'un coup une chose semble sèche parce que c'est moins confortable. Mais ça dépend de là où l'on regarde. Pour certains, ceux qui vivent dans la sécheresse, *Une part du ciel* est un film très généreux. Pour ceux qui vivent dans l'opulence, c'est peut-être un film très difficile à regarder parce qu'il vous met face à des choses qui ne sont pas de l'ordre du confort.

Heike Hurst : L'émotion dans le film, on la réduit « à quelques moments d'émotion » assez convenus...

Bénédicte Liénard (elle rit) : Le film propose au spectateur de lire le monde, de rencontrer des femmes. Moi, je ne donne pas de l'émotion à toutes les séquences. Je pense que l'émotion prend du sens et jaillit d'autre chose que de l'émotion facile. La séquence de la libération de Bella, il y a une réelle émotion, mais c'est quand même une des séquences les plus faciles du film, c'est une séquence des plus codées, c'est la séquence consensuelle : on libère quelqu'un !

C'est peut-être la seule séquence dans le film où finalement on met à l'aise le spectateur avec lui-même. Il est enfermé pendant tout le film et, là, je libère quelqu'un : c'est une des séquences-souape ; c'est, avec l'arrivée du bébé, une des lueurs d'espoir, pour employer le vocabulaire judéo-chrétien. Le film n'est pas de cette nature-là, en même temps ces séquences-là y ont leur place.

Heike Hurst : Dans votre cinéma, comment arrivez-vous à aller à l'essentiel si simplement ?

Bénédicte Liénard : Je suis cinéaste à part entière. *Une part du ciel* est un film. Mon pari n'est pas celui seulement de mettre en scène un film, mon pari n'est pas de faire un film, il est d'essayer de répondre en termes de projet. Comment faire du cinéma, c'est une question politique aujourd'hui. Parce qu'en tant que cinéaste vous allez quand même fonctionner avec les financiers et les instances dominantes, le pouvoir dominant, celui de l'argent.

Ce qui m'intéresse, c'est d'aborder des sujets qui sont toujours

entre l'intime et le politique. Pour moi, la sphère politique extérieure à moi n'existe pas non plus. Ce qui m'intéresse, c'est comment je vais m'approprier une réalité politique et sociale, un contexte, qui permette d'entrer en résonance avec moi-même.

Heike Hurst : Depuis combien d'années travaillez-vous en étroite relation avec la prison ?

Bénédicte Liénard : Ça fait sept ans que je travaille avec des femmes en prison. Et j'ai travaillé sous différentes formes en prison : j'ai fait des ateliers, du documentaire, de la photographie. J'ai travaillé plusieurs fois comme ça, j'ai travaillé en usine aussi de la



même manière. J'ai fait de l'analyse de l'image avec des femmes ouvrières, je tournais en usine des documentaires, j'ai ramené des rushes en prison. Et je discutais avec les femmes détenues sur mes rushes que je tournais à l'usine. Donc, ça participe d'une chose. Comment on va faire le film : c'est ça qui est déterminant. Comment, sur le champ du réel, je vais provoquer des rencontres. Ces rencontres vont transformer ma vision du monde, et c'est ça qui m'intéresse. Et me transformer en rapport avec le cinéma.

À partir de ce moment-là, le cinéma est langage, et il est lui aussi langage en transformation constante, en possibilité de transformation. Je connais assez bien mon métier, c'est vrai. C'est un premier long métrage de fiction mais je suis quand même quelqu'un qui travaille, j'ai beaucoup travaillé la question du cinéma. Finalement, c'est un langage assez élaboré parce que mes formes sont assez élaborées. C'est aussi une exigence : dès le départ, je veux que le public travaille quand il regarde un film, c'est une volonté.

J'ai des retours du monde ouvrier extraordinaires.

J'en ai marre qu'on prenne le spectateur par la main et que l'on le considère comme un imbécile. Pendant une heure et demie, assis dans une salle de cinéma on ne peut pas se mettre à gamberger tout en regardant un film ? Le fait de gamberger est une belle dimension, et une notion de plaisir aussi.

Heike Hurst : Dans votre film, il y a une simultanéité des gestes des femmes en prison et des femmes en usine : tout le monde plie, les unes des cartes, les autres de la pâte... sans se plier, d'ailleurs.

Bénédicte Liénard : Il y a une subtilité dans la manière de regarder les gestes qui finalement parlent de notre condition, de nos mains, de notre corps, qui nous interrogent finalement sur le temps qui passe et sur notre condition. Ce travail interroge les formes de

lutte d'aujourd'hui : on est quand même assez paumé en termes de militance. Dans ma génération [Bénédicte Liénard est née en 1965] tout le monde se jette sur les manifs anti-mondialisation, mais le travail de militance de fond qui vous demande de vraies formes de solidarité, de créer des réseaux, de créer de l'affect, de se mettre en route dans une dynamique ardue exigeante... La militance, aujourd'hui, c'est l'exutoire, ça prend des formes complètement spectaculaires.

Heike Hurst : N'aviez-vous jamais eu envie d'expérimenter d'autres formes d'expression ?

Bénédicte Liénard : J'ai un grand bonheur de filmer, l'acte de filmer ça m'emporte, j'en ai besoin dans ma vie, j'en ai besoin. J'ai toujours été convaincue que c'est un art collectif, qu'il y a une très belle dimension collective dans le fait de faire du cinéma, que ce n'est pas du tout quelque chose de solitaire.

Une part du ciel, c'était vraiment un projet qui engageait les gens. Le cinéma, c'est très hiérarchique ; mais les gens qui travaillent avec moi sont face à

eux-mêmes dans le travail, chacun est responsable de son métier, chacun de son secteur, il n'y a pas de code hiérarchique. Dans un projet comme celui-là, tout le monde est responsable de ce qu'il est. Puisque le réel est plus fort que le cinéma. [...]

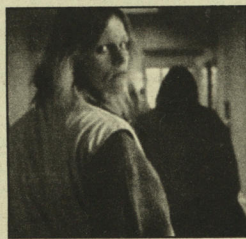
Je m'interroge maintenant sur le non-lieu de l'intime. D'un état qui est transitoire. Après les années de prison. Moi, je sors aussi d'un enfermement. Une porte s'ouvre et on découvre une dimension de soi-même qu'on ne connaissait pas. Ce film-là m'a fait ouvrir une porte. Je traverse maintenant quelque chose qui est de l'ordre du non-lieu, où il y a des choses à reformuler, où je découvre les choses des autres et de moi-même. Il y a une autre dimension, je pense que c'est une route vers un bonheur possible.

C'est vrai que ce non-lieu personnel m'amène à rencontrer le non-lieu politique qui est celui sans doute de lieux comme Sangate, des lieux de transit, de réfugiés, des gens en route, des gens qui marchent finalement vers la dimension qui est celle du bonheur, la quête du bonheur, le droit au bonheur.

Je suis intuitivement dans une trilogie, qui est l'enfermement, le non-lieu, et puis la formulation d'un bonheur collectif : le troisième volet ça sera comment ensemble on peut... Je pense que je serai dans une forme de cinéma et dans des revendications complètement anarchistes, je crois que dans le troisième volet, il sera question de faire la fête dans les supermarchés.

Propos recueillis et transcrits par Heike Hurst, Radio libertaire

1. Les frères Dardenne ont réalisé notamment *Rosetta*.



Salut compagnon !

Notre compagnon Joaquim Lopez, militant ariégeois de la Coordination des groupes anarchistes, s'est éteint le samedi 28 septembre à 18 h 30, dans un hôpital toulousain. Toutes celles et tous ceux qui ont approché et connu Joaquim savent toute la gentillesse, l'humanité et la fraternité qui se dégagent de sa personne. En outre, nous avons la chance de côtoyer un militant hors pair, anarchiste d'idées et anarchiste de comportement. Fidèle aux grands principes, Joaquim ne dévia jamais du sillon que nous nous essayons à tracer vers un autre futur, solidaire et libertaire. Lors de son enterrement, mercredi 2 octobre à Saint-Paul-de-Jarrat, nous étions nombreuses et nombreux, famille, amis, compagnes et compagnons mêlés afin de lui rendre un ultime hommage. Un drapeau rouge et noir sur son cercueil et son drapeau « noir », celui des manifs, ont accompagné Joaquim pour son dernier voyage. Le texte qui suit a été lu par un compagnon de la CGA en signe de dernier salut à un pote trop tôt parti...

QUARANTE SEPT ANS seulement et déjà la mort nous prive de ta présence. Elle est venue t'arracher à Sylviane ta compagne, à Luz ta mère, à Carlos, à ta famille, à tes amis et à tes compagnes et compagnons en anarchie, toutes celles et ceux qui partageaient avec toi cette foi inébranlable en l'homme libre, en l'homme debout, en l'homme qui lutte tant que l'injustice rôde aux alentours.

Tout jeune, Joaquim tu as côtoyé les faiseurs d'idées de justice et les constructeurs de mondes nouveaux et d'égalité, quand avec Angel Contente, ton grand-père, tu fréquentais la rue Sainte-Marthe à Paris...

Là-bas, Angel ce fidèle compagnon de Durruiti, Cipriano Mera, El Largo et bien d'autres encore te racontèrent avec toute la flamme des justes ce que fut la révolution libertaire espagnole.

Là-bas, tu y puisas l'énergie du militant, la colère saine du révolté, l'humilité de l'homme du peuple, la grandeur d'âme de l'anarchiste.

Dès lors, tu allais te mêler à toutes les luttes contre les injustices, à toutes les bagarres contre l'arbitraire.

Avec tes proches, avec Sylviane, aucun des engagements révolutionnaires et libertaires ne vous laissa insensible. Le plus souvent sur la brèche, pour pourfendre le militarisme ou le fascisme... Vous donniez de vos personnes pour faire respecter les droits des êtres humains méprisés, houpillés, rejetés : les sans-papiers...

À Vincennes et ailleurs, aux côtés des Maliens et des autres damnés de la terre, vous avez crié votre colère devant l'injustice, majuscule de ce pays dit « terre d'asile ».

Quand avec Sylviane tu débarquas en Ariège, en 1994, ce fut pour vous l'occasion de manifester votre solidarité avec Alain d'Artigues. Les gendarmes lui cherchaient des crosses pour des A un peu trop cerclés... Pour toi l'occasion de combattre l'intolérance étatique était trop belle. Tu ne la laissas pas passer. C'est à cette époque que nous nous rencontrâmes au sein de la Fédération anarchiste ici dans le Sud-Ouest. Nous en avons fait depuis lors des choses ensemble. À Foix, à Toulouse, à Limoux, à Carcassonne, à Perpignan, partout où la présence anarchiste se faisait sentir, tu étais là avec Sylviane. La justesse de tes analyses ainsi que la clairvoyance et la pugnacité qui t'habitaient nous aidèrent, le plus souvent, à comprendre les

situations et à les maîtriser. Quand il t'arrivait de signer des articles dans *Le Monde libertaire*, dans *Infos*, c'était pour nous une joie de les lire tant la force des convictions les emplissaient. De cela aussi la camarade nous a privé.

Hier encore tu étais sur la brèche. Les OGM, les procès tout cela te révoltait trop pour que tu restes insensible. C'est toi qui rédigea pour nous, pour la Coordination des groupes anarchistes le premier tract de cette nouvelle organisation. Nous venions, en effet, il y a quelques mois de cela, de quitter la Fédération anarchiste afin de garder le cap qui nous avait guidés jusque-là.

Ta colère, la nôtre ne trouvèrent refuge que dans la construction de cette CGA que tu appelais de tous tes vœux, de toutes tes forces...

Avec Sylviane, avec Luz, avec tes potes en anarchie, nous allons poursuivre dans la voie que nous nous étions tracée, dans la voie que tu avais empruntée dans ton adolescence parisienne... Nous on continue ici, avec toi au plus profond de nos cœurs.

« L'Histoire nous montre que ce ne furent jamais les États qui firent avancer les gouvernements vers plus de démocratie mais seulement les révoltes ou les révolutions populaires d'êtres humains lassés des diverses exploitations ou tueries d'État. »

« Peu d'éléments plaident pour un futur libertaire en ce monde ou la technologie policière ou politico-militaire ne cesse de se renforcer en menaçant divers pays de destruction immédiate. La seule chose qui nous reste est la désobéissance, valeur suprême qui, par son pouvoir négateur, s'opposera toujours à toute sorte de conscription forcée en rendant à l'être humain non sa dimension européenne, mais sa dimension humaine, celle qui ne se plie à aucun nationalisme, à aucune superstition, à aucun chauvinisme, celle qui s'oppose de fait à tout ordre contraire à sa conscience et cette désobéissance naturelle à l'ordre forcé relie tous les êtres de la terre. » C'est ce que tu écrivais, en mars 1995, dans le numéro 39 d'*Infos*. Merci Joaquim pour tout ce que tu nous as offert.

À ta compagne Sylviane, à ta mère, Luz et à toutes celles et à tous ceux qui te sont proches, nous disons toute notre compassion, notre solidarité et notre amitié.

Salut Joaquim mon copain !
Hasta siempre compañero...

Bruxelles Un nouveau lieu d'habitation collective, créatif et actif

DEPUIS quelques jours, nous, un groupe de personnes d'origine et de milieux différents : étudiants, chômeurs, artistes et autre « intermutants » du spectacle avons investi les bâtiments situés aux 23-25, rue du Boulet dans le centre de Bruxelles. En raison de nos moyens précaires de subsistance, nous avions besoin d'espace pour nous loger et développer nos projets, tant politiques, artistiques que de vie collective. Les bâtiments que nous avons investis appartiennent à la société Sofidev. Ces bâtiments voués au pourrissement de par la volonté du propriétaire (arrachage de tuyaux, des radiateurs, fenêtres laissées ouvertes, etc.) sont néanmoins tout à fait viables. Alors que les besoins en logement à loyer abordables sont importants, certaines sociétés, avec l'accord des autorités communales, pratiquent des politiques de spéculation immobilière en expropriant les

habitants des quartiers bruxellois pour élever le niveau financier et social du centre-ville (magasins de luxe et logements à loyer élevé). En réaction à cela, nous avons la volonté de redonner vie à ces lieux inoccupés, en les réaménageant pour y loger et y développer des activités non lucratives : des locaux de répétition insonorisés pour des projets de théâtre, musique et danse ; des activités politiques et culturelles, dans une logique d'échange et en dehors des rapports marchands traditionnels (infothèque : diffusion et partage de savoirs à travers des brochures et des fanzines, projections vidéos, rencontres et discussions, auberges espagnoles épisodiques). Vous pouvez dès à présent venir nous rendre visite.

Collectif le Boulet

Tél. : 0472 650112
leboulet@linuxmail.org



Saint-Martin-d'Hères La mairie « communiste » veut expulser la Charade

OUVERT depuis quelques jours dans un ancien hôtel laissé à l'abandon, le squat la Charade est menacé d'expulsion imminente par la municipalité « communiste » de Saint-Martin-d'Hères (à côté de Grenoble), « propriétaire » des lieux.

Avec comme projets l'habitation collective d'une dizaine de personnes, la mise en question de la propriété privée, diverses activités ouvertes au quartier (ateliers de circulation de savoirs, jardin collectif, zone de gratuité, espace entre femmes de rencontres, réflexions et actions féministes, etc.)

La mairie communiste s'est d'emblée opposée à ce projet, envoyant la police municipale après avoir appris que les lieux étaient occupés. Ambiance tendue avec la police, qui fait apporter du matériel d'expulsion notamment pour casser la chaîne de notre portail d'entrée. Après quelques altercations, la police municipale s'en va, pour laisser place quelques heures plus tard à un huissier mandaté par la mairie, accompagné de deux

« témoins » gardes du corps et d'un serrurier, qui auraient fermé les lieux sans scrupules si nous nous étions absentés. Une assignation pour procès devrait donc arriver bientôt ; nous redoutons bien sûr une procédure d'expulsion rapide.

Nous ne nous laisserons pas intimider. Ce n'est certes pas nouveau, mais nous tenons à rappeler que sous couvert de perspectives lointaines (commerces et logements, nécessitant la destruction de plusieurs immeubles habités, ce qui repousse de toute façon le projet à plusieurs années), la municipalité s'offusque face à la réappropriation par les classes non possédantes de lieux vides et inhabités. Les expulsions seraient-elles une pratique communiste ? Il nous semblait que le communisme visait l'abolition de la propriété privée au profit de la propriété collective, de la répartition des biens selon les besoins de chacune et de chacun.

Alors que Sarkozy propose de nouvelles lois répressives contre les minorités sociales

(notamment contre les squats), le Parti communiste français se charge localement de continuer la politique sécuritaire et rétrograde qui est celle que mène la gauche institutionnelle depuis bien longtemps...

Nous appelons à votre solidarité, par les moyens qui vous conviendront le mieux et, entre autres, en faisant part à la mairie de votre dégoût face à des pratiques qui puent le capitalisme :

- Par téléphone, contactez la mairie au 04 76 60 73 73 (demandez à parler à M. Couvreur, directeur de cabinet, il est par ailleurs un des chefs du PCF local).

- Par courrier à M. Couvreur, directeur de cabinet, mairie, 111, avenue Ambroise-Croizat, 38400 Saint-Martin-d'Hères.

Pour nous contacter :

La Charade,
90, avenue Ambroise-Croizat,
38400 Saint-Martin-d'Hères
Pour venir nous voir, passez
par la place du 8-février-1962
Tél. : 06 88 98 36 54

le monde libertaire n°24

supplément gratuit au n°1292

Nouvelles de la librairie

L'édito!

La librairie du *Monde libertaire* donne de ses nouvelles plusieurs fois par an. Notre librairie est ouverte du lundi au vendredi de 14h à 19h30 et le samedi de 10h à 19h30.

Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

145, rue Amelot 75011 Paris ou par correspondance. Les frais postaux sont de 10 %.

Les temps sont difficiles...

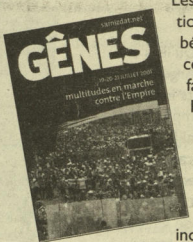
Les abonnés au *Monde libertaire* ne paient pas les frais postaux (joindre la bande de routage). Les porteurs de la carte de soutien à *Radio libertaire* bénéficient de 5% de remise sur livres, CD et K7. Pour une commande de plus de 92 €, vous pouvez envoyer plusieurs chèques.



L'anarchie une histoire de révoltes. Claude Faber. Les essentiels Milan. 61 p. 4 €.

Sait-on réellement qui sont les anarchistes? Vivent-ils dans une totale utopie ou sont-ils animés d'un véritable projet de société?

Quels rapports entre Michel Bakounine, Léo Ferré, José Bové et Noir Désir? Peut-on encore être anarchiste au XXI^e siècle? Cet ouvrage tente de répondre à toutes ces questions. Il retrace le parcours de celles et de ceux qui ont toujours refusé toute forme d'autorité.



Gènes - Multitudes en marche contre l'Empire. Collectif. Ed. Réflex. 334 p. 16 €.

Les journées de Gènes de mobilisation contre la mondialisation néolibérale. Un récit à plusieurs voix, celui d'une histoire en train de se faire.

Raconté par les «Tute bianche», des syndicalistes, des participant(e)s aux «Black Blocks», des militant(e)s d'Attac ou d'Act Up Paris, des associatifs, des féministes, des communistes, des inorganisé(e)s, des

libertaires...

Au sommaire de ce 8^e numéro de *Réfractons*: «Le nouvel ordre cynique» de Ronald Creagh, «Fédéralisme et autonomie chez les anarchistes» de Marianne Enckell, «Algérie, l'insurrection libertaire du Mouvement des assemblées dit des Aârouchs» de Georges Rivière, etc. **Réfractons n° 8. Fédéralismes et autonomies** 176 p. 112 €



Depuis 1994 et le succès tactique des escarmouches zapatistes, les Indiens du Mexique sont entrés en effervescence. Cette réaction de défense des communautés a fait tache d'huile, s'appuyant sur la tradition comme sur l'utopie, échappant presque toujours aux carcans idéologiques. Le Mexique indien se cabre, s'organise et nous parle: l'exigence rêveuse d'une autonomie réelle pour les cultures indigènes s'est faite grondeuse, souvent frondeuse.

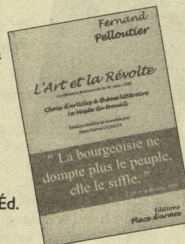
Hommes de maïs, cœurs de braise. Collectif. Ed. L'insomniaque. 154 p. 10 €.



« Vos ennemis les plus dangereux, ce sont ceux qui songent en même temps à jouir et à vous ôter l'envie même de jouir. »

Pour Pelloutier (1867-1901), l'organisateur des Bourses du travail, la misère et les formes artistiques croissent sur un même sol...

L'art et la révolte. Fernand Pelloutier. Éd. Place d'armes. 98 pages. 8,50 €.



Éditions du Monde libertaire

**zéro euro
zéro fraude
TRANSPORTS GRATUITS
POUR TOUTES ET TOUS**
Éditions du Monde Libertaire - Alternative Libertaire

La gratuité que revendique le Réseau pour l'Abolition des Transports Payants n'est pas une fin en soi, mais elle vise à rompre avec la société marchande dans le but de se réapproprier nos moyens d'existence, dans notre cadre de vie et la liberté de circuler.

Zéro euro = Zéro fraude. Gr. Louise Michel FA. Éd. du Monde libertaire & Alternative libertaires 46 p. 3 €.

Vidéo

Quels sont les enjeux des guerres successives en Irak? Devant une délégation de 120 «inspecteurs de la paix» qui ont répondu à un appel sur internet, bien des portes autrement fermées s'ouvrent. Parmi eux, deux vétérans britanniques et français de la guerre du Golfe, qui depuis ont quitté l'armée, nous permettent de percer le double mur du silence qui emprisonne la population irakienne.

L'Irak d'une guerre à l'autre. Béatrice Pignede et Francesco Condemi. Durée 78 mn (version originale sous-titrée en français). 12 €.



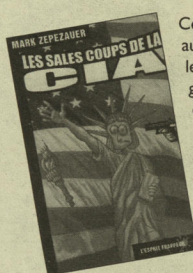
Un programme de documentaires réunis par Pierre Carles avec le concours de Christophe Coello et Stéphane Goxe. Une dizaine de chômeurs et chômeuses racontent pourquoi et comment ils ont décidé de ne plus travailler. Après avoir fréquenté plus ou moins longtemps le monde du travail, ces hommes et ces femmes ont fui l'usine, l'entrepôt ou le bureau, bien décidés à ne plus accepter les règles de la guerre économique contemporaine.

Danger travail. C-P Productions. Durée 87 mn. 30 €.



Ce que l'on appelle couramment la Guerre d'Algérie était une radicalisation de la terreur d'Etat contre un peuple qui se pensait en tant que tel et qui prit les armes pour s'émanciper. Comprendre ces événements signifie en saisir les enjeux, non pas seulement en termes militaires, géopolitiques ou simplement humains mais encore d'un point de vue politique, voire philosophique.

Des Français contre la terreur d'Etat. Sous la direction de Sidi Mohammed Barkat. Éditions Réflex. 186 p. 12 €.



Ce livre nous apprend, entre autre, comment la CIA a loué les services de criminels de guerre nazis, a été impliquée dans l'attentat contre le vol 103 de la Pan Am au-dessus de Lockerbie, le massacre de Jonestown, le scandale de la BCCI, l'invasion de la Baie des Cochons, la fraude électorale en Italie, le Watergate et l'Iranganate, le trafic de drogue au Laos, en Afghanistan et en Amérique Centrale, a trempé dans le massacre de millions de gens en Indonésie, au Guatemala, au Salvador, au Vietnam, au Timor oriental.

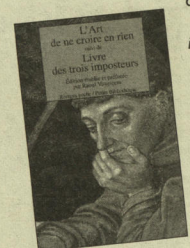
Les sales coups de la CIA. Mark Zepezauer. Editions L'esprit frappeur. 144 p. 3 €.



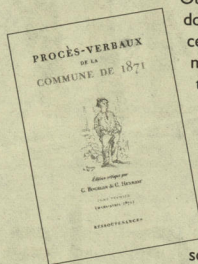
Ce premier numéro est une auberge espagnole, une bouteille à la mer... Pas de thème défini... Chacun y a été de son humeur, de son désir, de son humour...

Anartiste n° 1. Editions gr. « la vache folle » de la Fédération anarchiste. 60 p. 6 €.

On trouvera ici les témoignages de Thomas Scoto, de Herman de Rijswijk, de Jacques Gruet, de Noël Journet, de Christopher Marlowe et de Geoffroy Vallée, pendu en 1574 pour avoir écrit *Le Fléau de la foi*, jadis cité sous le titre de *L'Art de ne croire en rien*. Le *Livre des trois imposteurs* annonce la critique antireligieuse du baron d'Holbach. Depuis Abu Tahir, qui proclama: « En ce monde, trois individus ont trompé les hommes: un berger, un guérisseur et un chamelier », l'accusation d'imposture à l'encontre de Moïse, de Jésus et de Mahomet se trouve plus d'une fois attestée comme un défi à l'oppression religieuse alors omniprésente.



L'Art de ne croire en rien suivi de Livre des trois imposteurs. 2ditions établie et préfacée par Raoul Vaneigem. Ed. Rivage. 175 p. 7,95 €.



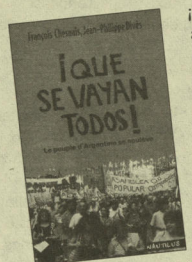
Outre sa valeur de document historique, cette édition permet de mesurer l'action et la tâche entreprises par des individus depuis oubliés ou décriés (Longuet, Lefrançais, Arnould, Pottier, Clément, tant d'autres) pour auto-organiser une utopie soudain actuelle, dans un environnement démesurément hostile.

Procès-verbaux de la Commune de 1871. Éditions Ressources. (2 tomes) 1223 p. 60 €.



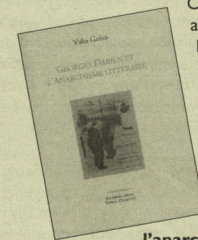
La peine de mort a été abolie le 14 octobre 1981. Pourtant, dans nos banlieues, depuis près de vingt ans, certains policiers n'ont jamais pu se résoudre à abandonner la pratique du tir sur cible vivante.

La police et la peine de mort (1977-2001: 196 morts). Maurice Rajfsus. Editions L'esprit frappeur. 120 p. 3 €.



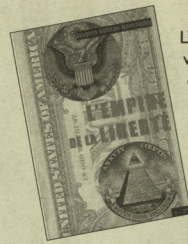
¡Que se vayan todos! « Qu'ils s'en aillent tous! » crient les Argentins à propos de leurs dirigeants incapables autant que corrompus dans un pays ravagé par l'ultralibéralisme et la mondialisation du capital. Ce livre permet de comprendre les raisons profondes de la crise actuelle en Argentine, de connaître les détails des événements et d'en évaluer les conséquences tant pour le pays lui-même que pour l'Amérique latine.

¡Que se vayan todos! François Chesnais, Jean-Philippe Divès. Editions Nautilus. 230 p. 13 €.



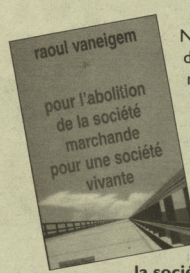
Cette étude de l'engagement anarchiste de Georges Darien (1862-1921) repose sur une analyse de son œuvre littéraire et journalistique, de la réception de celle-ci, de sa correspondance, de sa vie et du contexte historique et culturel contemporain.

Georges Darien et l'anarchisme littéraire. Valia Gréau. Ed. Du Lérot. 449 p. 45 €.



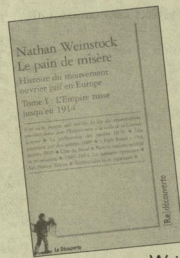
L'auteur nous emmène dans un voyage dans le temps et l'espace où nous verrons les Etats-Unis exporter la Liberté d'abord en Amérique puis de par le Monde. Après avoir chassé les méchants d'Amérique, ils ont entrepris de les chercher partout sur la planète et de les écraser en toute bonne conscience. Ce sont ces méchants morts pour la mauvaise cause qui ont inspiré ce livre.

L'Empire de la liberté. Antonio Beltrán Hernández. Editions Syllepse. 285 p. 19,5 €.



Notre seule chance d'abolir la civilisation marchande consiste à favoriser l'émergence d'une civilisation humaine en nous fondant, avec l'intention de la dépasser, sur la seule et véritable nouvelle économie.

Pour l'abolition de la société marchande pour une société vivante. Raoul Vaneigem. Editions Payot. 128 p. 9,95 €.



De 1880 à 1940, le mouvement ouvrier juif fut une force généralement décisive dans la vie et l'évolution des communautés juives européennes.

Nathan Weinstock, en une vaste fresque, en a restitué la diversité des organisations, partis, syndicats et journaux.

Le pain de la misère (Histoire du mouvement ouvrier juif en Europe). Nathan Weinstock. Ed. La Découverte. T. I: L'Empire russe jusqu'en 1914, 311 p. 25 €. T. II: L'Europe centrale et occidentale jusqu'en 1945, 308 p., 29€.



«Sommes-nous donc aveugles? Faut-il attendre que les pauvres soient si pauvres, qu'il ne leur reste qu'à se révolter? Un jour, les hardes qui pendent au clou deviennent immanquablement l'étendard de la haine!»

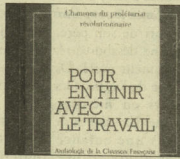
Le cri du peuple (tome II). Vautrin et Tardi. Éd. Casterman. 98 pages. 18 €.

44 nouveautés...

cd

L'bon dieu dans la merde, La java des Bons-Enfants, La Makhnovstchina, Les journées de mai, La vie s'écoule, la vie s'enfuit, Il est cinq heures, Chanson du CMDO, La mitrailleuse, Les bureaucrates se ramassent à la pelle.

Pour en finir avec le travail. A nouveau disponible. 16 €.



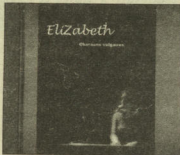
Ta vie ne fut pas un voyage, La vieille djellaba, Nomad'Café, Le cri de ceux, La vieille, Histoire vécue, Si tu veux regarder, Gey, Ça fait grincer des dents, Si vous croyez, Et puisque...

Jean-Marc Le Bihan, Histoires vécues. 16 €.

Est-il breton... lyonnais... est-il algérien... est-il kabyle? C'est un clandestin. Ecoutez-le. (Francesca Solleville)

Il faut de tout, C'est le printemps, Pas un trou du cul, La montagne deuxième version, Les oiseaux sont des cons, Yvette, Hard rock rural, Contrepoint.

Elizabeth, Chansons vulgaires. 15 €.



Collection Poètes & Chansons: Boris Vian (chanté par Annick Cisaruk, Marie-Thérèse Orain, Les Frères Jacques, Robert Darame, Tonio Gémème et Marc Robine. Dit par Jacques Degor et Eve Griliquez).

Dans la même collection:
Aristide Bruant - Luc Bérिमont - Francis Carco - Les poétesses de la Renaissance.
(chaque CD : 17 €)

Bon de commande

titre

prix

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Nom

Prénom..... + 10 % de frais de port

Adresse

..... total

Bon de commande à retourner à :
Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris,
accompagné d'un chèque à l'ordre de PUBLICO.

Louise Anarchange, 31 ans, ne quitte jamais son foyer, où elle vit sous l'autorité de son père jaloux. Le seul jour où elle sort de chez elle, elle se fait violer par une bande de lycéens. Pour se venger, elle s'invente un double, Louise B., qui n'aura de cesse de tuer les hommes.



Politique

L'antisémitisme de gauche : au XIX^e siècle. 123 p. 11 €.

Anthologie de textes antijuifs rédigés par des hommes de gauche (Charles Fourier, Pierre-Joseph Proudhon, Clovis Hugues, Augustin Hamon, Georges Vacher de Lapouge, André Colomer...), entend montrer par là que les partisans du progrès ne furent pas moins antisémites que les réactionnaires.

Boursiller Christophe.
La nouvelle extrême droite. 235 p. 17 €.

Explique en quoi l'extrême droite a opéré dans la pénombre une révolution culturelle, qui l'a conduite à réviser certains de ses postulats fondamentaux.

Konopnicki Guy.
Manuel de survie au Front. 96 p. 2,50 €.

Face au Front national, les lignes de défense de la démocratie s'effondrent d'autant plus que l'adversaire a choisi le terrain et les armes. D'où ce manuel qui doit permettre de connaître l'ennemi, de déterminer ses points faibles et d'éviter les fautes stratégiques commises à Toulon et à Vitrolles.

Kurtz Robert, Lohoff Ernst, Trenkle Norbert.
Manifeste contre le travail. 98 p. 10 €.

Un nouveau manifeste communiste, ou anticapitaliste, qui propose une critique radicale du travail dans laquelle le capital et le travail ne s'opposent pas mais se complètent.

Mouterde Pierre.
Quand l'utopie ne désarme pas : les pratiques alternatives de la gauche latino-américaine. 193 p. 18,15 €.

Reportage sur les mouvements sociaux en Amérique du Sud : Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur, zapatistes du Chiapas au Mexique, Mouvement des sans-terre du Brésil, expérience participatives de la Mairie de Porto Alegre. Cette enquête se poursuit par une réflexion sur la démocratie participative.

Samizdat.net.
Gènes : 19-20-21 juillet 2001 : multitudes en marche contre l'empire. 334 p. 16 €.

Les journées de Gènes de mobilisation contre la mondialisation néolibérale reconstituées par ceux qui y ont participé. Le collectif Samizdat.net entend « donner corps à la polyphonie des multitudes de l'Empire... parler avec dix mille voix, raconter de cent mille façons, construire un point de vue politique riche de la diversité de nos points de vue ».

Socialisme utopique

Denis Bayon.
Le commerce véridique et social. 4 €.

Michel-Marie Derrien est un obscur expérimentateur social, initiateur de la première coopérative de consommation connue. Ce livre est écrit pour l'action présente. Que peut-on apprendre, plus de cent soixante années plus tard des premières tentatives de dissidence économique?



Sociologie

Bourdieu Pierre.
La domination masculine. 177 p. 5,50 €.

Difficile de remettre en question la domination masculine tellement elle est ancrée dans nos inconscients et accordée à nos attentes. Partant d'une description ethnographique de la société kabyle, Pierre Bourdieu explore les structures symboliques de cet inconscient androcentrique qui survit chez les hommes et les femmes d'aujourd'hui.

Bové José.
Paysan du monde. 480 p. 6,40 €.

L'auteur raconte les expériences, les rencontres, les actions qui ont forgé sa réflexion et sa volonté afin de mondialiser l'espoir et d'interpeller les instances politiques contre les fatalités de la faim et du malheur.

Eaubonne Françoise (d').
L'homme de demain a-t-il un futur ? Combien de temps durera le XXI^e siècle ? 170 p. 15 €.

Réflexion sur le XXI^e siècle et les grandes tendances qui se dessinent comme la mondialisation de l'économie, la dictature économique, la fin du travail ou la naissance d'un cyber-humanité.

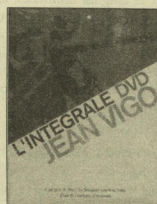
Pinto Louis.
Pierre Bourdieu et la théorie du monde social. 7,50 €.

Au-delà de la polémique autour de l'œuvre et de l'engagement du sociologue Pierre Bourdieu, l'auteur, sociologue et proche de Bourdieu, veut dégager le sens profond de la pensée de ce dernier.

Vidal Jordi.
Résistance au chaos. 96 p. 6,10 €.

Cet ouvrage présente une critique globale de la société contemporaine, dont J. Vidal assimile le fonctionnement à un nouveau féodalisme, reposant sur l'ignorance, la désinformation et le crime mafieux. Il analyse les différents aspects de cette société, religieux, langagiers, artistiques, médiatiques, et tente de définir les termes d'un nouveau contrat social.

dvd



L'intégrale DVD Jean Vigo. 22 €.

Disque I

A propos de Nice (1930), 23'.
La Natation par Jean Taris (1931) 9'.
Zéro de conduite (1933), 42'.
Jean Vigo, cinéaste de notre temps.

Disque II

L'Atalante, 1 h 25'.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris - Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Groupe de presse MEAULLE (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - La Vigie - Diffusion N.M.P.P.